

LE BILAN DE LA 4^e ÉDITION PRÉSENTÉ
PAR AHMED ATTAf

Succès sans précédent de l'IATF 2025

La 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine, organisée à Alger, a marqué un moment décisif pour l'intégration économique du continent, mêlant performances commerciales inédites et engagements politiques d'envergure, a indiqué Ahmed Attaf, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, lors de la conférence de presse consacrée à cette rencontre. P 3

● **«Le partenariat algéro-italien, excellent et dynamique»**



RENTÉE SCOLAIRE

**Les fournitures
scolaires
«disponibles à des
prix concurrentiels»**

Les marchés et les foires ouvertes à travers le pays pour la vente des articles scolaires à des prix «concurrentiels», connaissent «un fort engouement des citoyens à Bouira», a relevé un représentant du ministère du Commerce intérieur et de la régulation du marché national.

P 2

CRÉATION D'UNE AGENCE
AFRICAINNE DE NOTATION

**Un outil adapté aux
réalités du continent**

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a annoncé que le projet de création d'une agence africaine de notation est « en bonne voie ». Selon lui, cet instrument, longtemps souhaité par plusieurs pays du continent, doit permettre de mieux refléter les spécificités économiques africaines dans l'évaluation du risque. « Depuis des années, les agences internationales de notation font l'objet de critiques, y compris de la part de pays développés », a rappelé M. Attaf lors d'une conférence de presse.

P 3

EXPLOITATION DU ZINC
ET DU PLOMB À BEJAÏA

**Cap sur la réussite
du projet Tala Hamza**

La secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des Mines, Mme Karima Tafer, a présidé une réunion de travail consacrée au projet d'exploitation du gisement de zinc et de plomb de Tala Hamza-Oued Amizour dans la wilaya de Bejaïa. Cette rencontre, qui s'est tenue jeudi au siège de la wilaya de Bejaïa, avait pour objectif de réunir les conditions nécessaires à la concrétisation de ce projet stratégique.

P 5

NÂAMA / INVESTISSEMENT

**Attribution
de 16 assiettes foncières** P 2

CRÉATION DU FONDS DE FINANCEMENT
DES START-UP

**Une initiative qui consolide
le leadership de l'Algérie
sur le continent** P 3

LE SG DE L'ORGANISATION
L'A SOULIGNÉ :

**L'OPEP, un acteur
incontournable
de l'énergie** P 5

NÂAMA / INVESTISSEMENT
Attribution de 16
assiettes foncières

Le guichet unique décentralisé de Nâama a proposé une offre comprenant 16 assiettes foncières d'une superficie globale de plus de 10 hectares, destinées à la réalisation de projets d'investissement dans trois communes, ont indiqué samedi les services de la wilaya. Ces assiettes sont situées dans le chef-lieu de wilaya ainsi que dans les communes de Mecheria et Aïn-Sefra, a précisé la même source, soulignant qu'elles relèvent du domaine privé de l'Etat et présentent, pour la plupart, un caractère urbain. Elles sont destinées à divers projets tels que des établissements de santé publique, des structures hospitalières spécialisées, des centres commerciaux, un hôtel, un complexe sportif, des crèches, ainsi que des activités industrielles, comme des entrepôts frigorifiques et des unités de fabrication de matériaux de construction. Les investisseurs souhaitant bénéficier de ces assiettes foncières sont invités à accéder à la plateforme numérique de l'investisseur de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), afin de consulter l'offre disponible et de soumettre leurs demandes, indique-t-on. Celles-ci seront ensuite étudiées de manière numérique, conformément aux dispositions du décret exécutif n 23-487 relatif aux conditions et modalités de l'octroi, convertible en cession, du foncier économique destiné à la réalisation de projets d'investissement, a-t-on expliqué de même source. La wilaya a rappelé, par ailleurs, qu'il a été décidé lors de la dernière réunion du Comité de wilaya de suivi et d'assainissement des projets d'investissement de Nâama, la résiliation de six (6) contrats de projets et la récupération de parcelles totalisant près de 4 hectares dans la zone d'activités de la commune de Mecheria. Cette superficie de foncier industriel récupérée sera à nouveau mise à la disposition des investisseurs «sérieux» via la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, a-t-on ajouté.

RENTÉE SCOLAIRE

Les fournitures scolaires «disponibles à des prix concurrentiels»

Les marchés et les foires ouvertes à travers le pays pour la vente des articles scolaires à des prix «concurrentiels», connaissent «un fort engouement des citoyens à Bouira», a relevé un représentant du ministère du Commerce intérieur et de la régulation du marché national.

Synthèse Selma R.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite à Bouira, le Directeur des études au ministère du commerce intérieur et régulation du marché national, M. Mohamed Laâmour, s'est dit satisfait de la disponibilité des fournitures et articles scolaires à travers les sept foires locales dédiées à la vente de ces produits à travers cinq Daira de la wilaya, à savoir Bouira, Lakhdaria, M'Chedallah, Sour El Ghouzlane, et Ain Bessam. «Nous avons constaté au cours de cette visite que les fournitures et articles scolaires sont largement disponibles et à des prix concurrentiels, ce qui a généré un fort engouement des citoyens», a déclaré à la presse M. Laâmour, qui a visité la grande foire organisée près du complexe sportif Rabah Bitat de la ville de Bouira. Il a expliqué que sa visite «s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre sur le terrain des instructions du ministère du Commerce intérieur

et de la régulation du marché national visant à prendre les mesures nécessaires pour assurer la disponibilité de ces produits et à des prix concurrentiels, en prévision de la rentrée scolaire». Pour sa part, le directeur local du Commerce de la wilaya de Bouira, M. Farouk Hamdaoui, a rappelé que sept foires étaient ouvertes depuis le début du mois d'août pour la vente de fournitures scolaires au profit des élèves en prévision de la rentrée scolaire prévue le 21 septembre en cours. «Ces foires resteront ouvertes jusqu'à une semaine après le retour des élèves dans les écoles, et tous les produits nécessaires aux écoliers, même les vêtements et tabliers, sont disponibles», a assuré M. Hamdaoui. Ouvertes chaque jour jusqu'à une heure tardive du soir (23h), les foires des fournitures scolaires proposent aux citoyens les différents articles à des prix en baisse par rapport aux années précédentes, selon le directeur du Commerce, Farouk Hamdaoui.

Contrôle renforcé

Par ailleurs, les cadres du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national poursuivent, conformément aux directives du ministre du secteur, Tayeb Zitouni, leurs sorties à travers les différentes wilayas du pays pour suivre le déroulement des foires dédiées aux fournitures scolaires et contrôler l'approvisionnement du marché national en produits de large consommation, a indiqué samedi un communiqué du ministère. Ces visites visent à s'enquérir de la disponibilité et de la qualité des fournitures scolaires dans les foires locales et régionales, tout en veillant à garantir des prix promotionnels, précise la même source. Ces sorties comprennent également la visite d'unités de production pour suivre l'état d'approvisionnement du marché national en produits de large consommation, ajoute le communiqué, soulignant que ces opérations de terrain se poursuivront jusqu'à la rentrée scolaire, professionnelle et universitaire.

PRODUCTION D'HUILE D'OLIVE VIERGE

Organisation d'une journée de vulgarisation agricole à M'sila

Par R. E.

La Chambre de l'agriculture de la wilaya de M'sila a organisé, jeudi, une rencontre régionale de vulgarisation agricole consacrée à la production d'huile d'olive vierge et au traitement approprié des oliviers. Le président de la chambre, Athmane Bousbaâ, a indiqué à l'APS

que cette manifestation, organisée dans l'exploitation agricole "Kouaka" dans la commune d'Oultem, a réuni 150 agriculteurs et chercheurs venus des wilayas de Bouira, de Sétif, de Bordj Bou Arridj, et de la wilaya déléguée de Boussaâda. M. Bousbaâ a expliqué que cette journée comporte des conférences, ainsi que des conseils prodigués par des professeurs et

des experts du domaine, parmi lesquels Mokhtar Kissous, dégustateur international participant, lors des concours, à l'évaluation sensorielle des huiles pour en déterminer la qualité et l'excellence. Il a souligné que le but de cette rencontre est de sensibiliser les producteurs à la nécessité de suivre les bonnes méthodes scientifiques pour produire de l'huile d'olive

vierge, en particulier à l'approche de la campagne de récolte d'olives. Il a ajouté que les récompenses internationales obtenues par les producteurs algériens d'huile d'olive seront mises en valeur en guise d'encouragement pour le développement de la production afin qu'elle atteigne des volumes renforçant l'exportation vers d'autres pays.

DÉVELOPPEMENT DE L'HYDROGÈNE

L'Algérie rejoint officiellement l'Alliance africaine

Par R. E.

L'Algérie a officiellement rejoint, jeudi, l'Alliance africaine de l'hydrogène vert (AGHA), à l'occasion des travaux du Sommet africain mondial sur l'hydrogène, tenu à Windhoek en Namibie, du 9 au 11 septembre 2025, indique un communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. L'adhésion de l'Algérie à cette alliance africaine s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de l'hydrogène, notamment dans le volet relatif au renforcement du partenariat et de la coopération internationale dans ce domaine, précise la même source. Cette intégration représente également "un message fort d'unité et d'ambition continentale en faveur du développement des énergies re-

nouvelables et de l'hydrogène vert à travers tout le continent", ainsi qu'une "étape importante" dans le cadre de la stratégie algérienne de transition énergétique et de diversification de l'économie nationale. L'Algérie ambitionne en effet de tirer parti de ses énormes potentialités en matière d'énergies renouvelables pour devenir "un acteur majeur" sur le marché mondial de l'hydrogène vert. Il s'agit également de permettre à l'Algérie de renforcer son rôle dans la coopération interafricaine autour de l'hydrogène vert, d'échanger les expériences, expertises et technologies de pointe avec les Etats membres, de participer à des programmes de formation et de développement des capacités, mais aussi d'accéder à des opportunités de financement et d'investissement dans des projets d'hydrogène vert à l'échelle continentale. S'exprimant lors

des travaux du Sommet, l'ambassadeur d'Algérie en Namibie, Abdelkrim Diaf, a passé en revue la stratégie nationale de développement de l'hydrogène en Algérie, ainsi que les projets et activités en cours dans ce domaine, tout en soulignant l'engagement de l'Algérie à développer le secteur des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert. Lancée en mai 2022, l'AGHA, présidée par le ministre sud-africain de l'Electricité et de l'Energie, Kgosisentsho Ramokgopa, vise à créer une plateforme dirigée par les gouvernements africains, réunissant les pays du continent engagés dans l'accélération des projets dans le domaine de l'énergie renouvelable et de l'hydrogène vert à grande échelle, de renforcer la coordination, la concertation et la coopération régionales, et de consolider le rôle de l'Afrique en tant que leader mondial de

l'économie de l'hydrogène vert. L'Alliance s'est fixée six principaux objectifs stratégiques: démontrer le leadership continental et mettre en avant les ambitions industrielles vertes, soutenir les cadres juridiques et réglementaires, et accompagner les gouvernements dans l'élaboration des lois permettant de tirer profit de l'hydrogène vert. Elle vise à accélérer et à optimiser le développement des marchés, à créer des modèles de financement verts pour les économies locales, à promouvoir le développement technologique et le partage d'expertises techniques afin de construire des chaînes d'approvisionnement locales performantes, ainsi qu'à établir des partenariats stratégiques pour renforcer le soutien technique et faciliter l'accès aux financements auprès des partenaires internationaux.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE BILAN DE LA 4^e ÉDITION PRÉSENTÉ PAR AHMED ATTAF

Succès sans précédent de l’IATF 2025

La 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine, organisée à Alger, a marqué un moment décisif pour l’intégration économique du continent, mêlant performances commerciales inédites et engagements politiques d’envergure, a indiqué Ahmed Attaf, ministre d’État, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l’étranger, lors de la conférence de presse consacrée à cette rencontre.

Par Mourad A.

Le succès de l’IATF 2025, tenue du 4 au 10 septembre, a été incontestable. L’événement a réuni un nombre record de participants avec 132 pays représentés, dont 49 africains et 21 non-africains disposant de leurs propres stands. La portée panafricaine du salon s’est traduite par des chiffres impressionnants : 112 476 visiteurs, soit plus de trois fois les 35 000 attendus, et 2 148 exposants. Les échanges ont débouché sur la signature de contrats d’une valeur totale de 48,3 milliards de dollars, confirmant ainsi le rôle de l’Algérie comme hôte d’un rendez-vous économique majeur, a affirmé le ministre.

Ahmed Attaf a également insisté sur la dimension politique de l’événement, illustrée par la participation de plusieurs chefs d’État et de quarante ministres africains. Il a rappelé que le salon avait été organisé « dans le cadre d’une stratégie panafricaine », dont le message est clair : l’Afrique refuse de continuer à jouer un rôle secondaire sur la scène internationale. En accueillant l’IATF 2025, l’Algérie a agi en catalyseur de l’intégration africaine, non pas par hasard, mais dans le cadre d’une vision structurée. Celle-ci repose sur trois fondements : la responsabilité historique et continentale du pays, la conviction que le développement est la clé

de la sécurité en Afrique, et la volonté de consolider la coopération ainsi que les partenariats entre les nations du continent.

Les entreprises algériennes décrochent près de 23 milliards de dollars de contrats

Le bilan des entreprises algériennes a été particulièrement significatif, puisqu’elles sont à l’origine de près de la moitié des contrats conclus. Elles ont finalisé des accords d’une valeur de 11,4 milliards de dollars et négocié actuellement des projets supplémentaires estimés à 11,6 milliards de dollars. Ces résultats concernent des secteurs stratégiques tels que l’énergie, l’agriculture, l’industrie pharmaceutique et les services. Ils confirment la capacité des opérateurs nationaux à s’intégrer dans les chaînes de valeur régionales et à renforcer les ambitions exportatrices du pays. « La participation des entreprises algériennes à l’IATF 2025 s’est traduite par des résultats concrets, démontrant qu’elles étaient prêtes à s’imposer comme des acteurs majeurs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) », a souligné le ministre.

Dans le même esprit, Ahmed Attaf a averti : « Nous ne devons pas rater le virage de la digitalisation, de la robotique et des énergies renouvelables », insistant sur l’importance de l’innovation pour le continent. Cette vision s’est concrétisée par l’annonce, à

l’initiative du président Abdelmadjid Tebboune, de la création d’un fonds africain destiné aux startups et à l’innovation. Ce mécanisme vise à financer les projets portés par la jeunesse africaine, considérée comme la locomotive du développement durable. Ce geste hautement symbolique illustre la volonté de l’Algérie de se positionner comme pays fédérateur et facilitateur, et non plus seulement comme un simple exportateur. En s’engageant dans l’accompagnement des révolutions technologiques, elle affirme sa volonté de s’inscrire au cœur d’une nouvelle ère de coopération et de développement partagé.

Le ministre des Affaires étrangères a conclu en soulignant que cette 4^e édition de la foire a marqué un tournant décisif pour le continent, non seulement par ses chiffres record, mais aussi par les engagements politiques concrets qui y ont été pris. Plus qu’un succès ponctuel, l’IATF 2025 s’impose comme un jalon stratégique pour l’avenir économique de l’Afrique. En accueillant cette manifestation, l’Algérie a confirmé son rôle de catalyseur, de partenaire et de plateforme d’intégration pour l’ensemble du continent. « Avec l’IATF 2025, l’Afrique a clairement démontré qu’elle est en train de passer de la dépendance à l’autonomie, en construisant son propre avenir à travers des initiatives collectives », a-t-il affirmé.

LE MINISTRE D’ETAT, MINISTRE DES AE L’A SOULIGNÉ

«Le partenariat algéro-italien, excellent et dynamique»

Par R. E.

Le ministre d’Etat, ministre des Affaires étrangères, de la communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a salué, hier à Alger, le partenariat algéro-italien, le qualifiant d’"excellent" et de "dynamique". Lors d’une conférence de presse au siège du ministère, M. Attaf a souligné que parmi les partenariats propo-

sés au continent africain dans le cadre de la coopération internationale, "celui avec l’Italie est le plus influent", dans la mesure où "il repose sur des projets concrets". Soulignant que la relation entre l’Algérie et ce pays "s’est hissée aux premiers rangs en quelques années seulement, notamment dans le domaine commercial", le ministre d’Etat a mis en avant "la diversification des investissements dans le sec-

teur énergétique et l’approvisionnement de ce pays ami en gaz naturel, sans oublier les grands projets tels que l’hydrogène vert, la fibre optique et d’autres encore à portée européenne, impulsés par la dynamique algéro-italienne". M. Attaf a exprimé la satisfaction de l’Algérie quant aux résultats de ses relations avec l’Italie, "tant sur le plan qualitatif que quantitatif", invitant les autres pays à "emprunter la même

voie en matière de partenariat mutuellement bénéfique". Il a rappelé, par ailleurs, que la coopération Sud-Sud "participe de l’attachement de l’Algérie à renforcer ses relations avec le Groupe des 77, représentant les pays en développement, créé à Alger, dans le cadre d’une action constante fondée sur la nécessité de promouvoir cette forme de coopération".

CRÉATION D’UNE AGENCE AFRICAINE DE NOTATION Un outil adapté aux réalités du continent

Par Sirine R.

Le ministre d’État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a annoncé que le projet de création d’une agence africaine de notation est « en bonne voie ». Selon lui, cet instrument, longtemps souhaité par plusieurs pays du continent, doit permettre de mieux refléter les spécificités économiques africaines dans l’évaluation du risque. « Depuis des années, les agences internationales de notation font l’objet de critiques, y compris de la part de pays développés », a rappelé M. Attaf lors d’une conférence de presse.

Ces dernières exercent, affirme-t-il, un poids déterminant sur l’endettement et, parfois, sur la survie économique de certains États africains. Il est donc nécessaire de disposer d’une agence propre à l’Afrique. Le chef de la diplomatie a précisé que cette structure ne sera « ni laxiste ni complaisante », mais « adaptée au contexte africain, tout en maintenant des standards crédibles ». Selon lui, cette initiative s’inscrit dans le cadre plus large de la renaissance africaine, en mettant l’accent sur la dimension développement. « Il s’agit d’une priorité pour renforcer la souveraineté économique du continent », a-t-il souligné.

Ahmed Attaf a également indiqué que l’Algérie « a joué son rôle » dans la préparation de ce projet, considérant qu’il fait partie des instruments indispensables pour accompagner la croissance africaine et attirer des financements mieux ajustés aux réalités locales. Enfin, interrogé, par ailleurs, sur des informations relayées par certains médias selon lesquelles la Cour internationale de justice (CIJ) aurait reçu une plainte des autorités de Bamako (Mali) contre l’Algérie, M. Attaf a précisé que l’Algérie "n’a reçu aucune notification à ce sujet de la part de cette instance", ajoutant que la CIJ elle-même avait démenti l’existence d’une telle requête.

CRÉATION DU FONDS DE FINANCEMENT DES START-UP

Une initiative qui consolide le leadership de l’Algérie sur le Continent

Par R. E.

La décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de créer un fonds de financement des start-up et des jeunes innovateurs en Afrique concrétise son intérêt pour le soutien à l’innovation et à l’entrepreneuriat dans le continent et constitue une initiative "stratégique" consolidant le rôle de premier plan de l’Algérie dans le paysage économique africain, ont souligné des experts économiques. Dans ce contexte, l’expert Abdelkader Slimani a indiqué, dans une déclaration à l’APS, que cette initiative porte "une forte signification quant à l’importance primordiale que le président de la République accorde à la jeunesse africaine, à l’économie de la connaissance et aux start-up, en tant que levier majeur de diversification de l’économie algérienne et continentale". Ce fonds constitue, également, un dispositif stratégique pour per-

mettre aux jeunes d’accéder au monde de l’entrepreneuriat et de l’entreprenariat, a ajouté M. Slimani. Le lancement de ce fonds témoigne, également, du "leadership de l’Algérie sur le continent et de sa grande conscience de l’importance de l’innovation et de son rôle dans la promotion de l’intégration africaine, notamment à l’ère de la révolution cognitive que connaît le monde basée sur les services numériques", a-t-il également souligné, rappelant l’objectif fixé par le président de la République, à savoir atteindre 20.000 start-up dans le pays d’ici 2029. De son côté, l’expert Ishak Kherchi a affirmé que cette décision constitue "une étape historique, par laquelle l’Algérie soutient de manière concrète et directe la jeunesse africaine et les économies du continent", reflétant clairement, selon lui, "la vision du président de la République qui place la jeunesse au cœur des priorités, compte tenu de son rôle central dans le développement". Ce

fonds constitue également, selon lui, "un outil pratique permettant à la jeunesse africaine de contribuer efficacement à la transformation économique souhaitée du continent, passant d’une économie basée sur l’exportation de matières premières à une économie fondée sur le savoir et l’innovation". Le fonds servira également de plateforme pour connecter la jeunesse africaine à l’écosystème de l’innovation en Algérie, faisant du pays une véritable porte d’entrée pour les innovateurs africains vers le monde, a soutenu M. Kherchi assurant que la mise en place de ce mécanisme de financement au niveau de l’Agence algérienne de coopération internationale démontre que l’Algérie considère ce fonds non seulement comme un moyen de financement, mais aussi comme un outil à dimension diplomatique et économique". Les secteurs du numérique et de l’intelligence artificielle devraient être les principaux bénéficiaires du financement futur

de ce fonds, en raison de leur potentiel à réaliser un saut qualitatif à moindre coût, aux côtés d’autres secteurs tels que les énergies renouvelables et l’hydrogène vert, qui peuvent contribuer directement à une transition énergétique intelligente et innovante pour l’Algérie et l’Afrique dans son ensemble, a fait savoir le même expert.

Pour rappel, le ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah a annoncé mercredi dernier, lors de la septième et dernière journée de la Foire commerciale intra-africain (IATF 2025), la décision du président de la République de lancer ce fonds au niveau de l’Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement. M. Ouadah a précisé que le fonds entamera son travail dans l’immédiat en accompagnant 30 entreprises ayant pris part à l’IATF, organisée à Alger du 4 au 10 septembre courant.

CENTRE INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE DE SIDI FREDJ
Atelier interactif à Alger sur les formations destinées aux jeunes aux besoins spécifiques

Le Centre international de la jeunesse de Sidi Fredj (Alger), a organisé, un "atelier interactif" consacré aux "spécialités de formation destinées aux jeunes aux besoins spécifiques", a indiqué samedi un communiqué du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ). Organisé vendredi sous l'encadrement du directeur de la formation, de la communication et des relations intersectorielles au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Necib Mourad, cet atelier s'inscrit dans le cadre du "programme arrêté pour le camp des jeunes aux besoins spécifiques". Les participants à l'atelier ont souligné "l'importance de la formation professionnelle en tant que levier essentiel pour l'autonomisation des jeunes aux besoins spécifiques, à travers l'acquisition des compétences nécessaires à leur insertion professionnelle et l'élargissement de leurs perspectives dans divers domaines professionnels répondant à leurs besoins et à leurs aspirations". Ils ont évoqué, à cette occasion, les différents programmes de formation disponibles au niveau national, tout en mettant en exergue "les facilitations et mécanismes mis en place par l'Etat pour garantir à cette catégorie l'accès aux opportunités de formations, de manière à renforcer leurs capacités à développer des carrières professionnelles réussies et à favoriser leur autonomisation économique et sociale". L'atelier a été l'occasion "de découvrir de près les moyens mis en place par le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et l'importance d'investir dans la formation en tant qu'outil de consécration du principe de l'égalité des chances et de l'insertion effective dans la société", ajoute le communiqué. Le camp des jeunes aux besoins spécifiques (du 11 au 15 septembre courant) poursuit l'organisation d'ateliers et d'activités variées visant à "perfectionner les compétences des participants et à valoriser leurs énergies, dans le cadre de la vision du CSJ tendant à promouvoir l'esprit de solidarité et à consacrer les valeurs de l'insertion sociale", conclut le communiqué.

CÉRÉALES

Les prix du riz poursuivent leur baisse

Les prix mondiaux du riz, après avoir atteint en 2023 leur plus haut niveau depuis 2008, poursuivent leur repli sous l'effet d'une offre excédentaire en provenance d'Asie, selon l'Observatoire des statistiques internationales sur le riz (Osiriz). La tendance baissière amorcée en 2024 devrait se prolonger jusqu'au début de 2026, en raison de récoltes abondantes et de la libération de stocks massifs par l'Inde. Premier producteur mondial devant la Chine, l'Inde prévoit d'exporter un volume record de 25 millions de tonnes de riz durant la campagne 2025-2026. Parallèlement, les stocks mondiaux devraient croître de 5,8 %, atteignant un niveau historique

de 210,3 millions de tonnes. Malgré une baisse de 1,7 % des prix par rapport à juillet, les échanges mondiaux restent dynamiques, avec un volume attendu de 61,4 millions de tonnes (+2,9 %). L'Afrique subsaharienne, où l'offre locale reste tendue, continue de jouer un rôle central dans cette dynamique. Les importations de la région pourraient grimper à 19,5 millions de tonnes en 2025, contre 18,9 millions en 2024, soit une hausse de 15 % après une augmentation de 17 % l'année précédente. L'Afrique subsaharienne demeure ainsi le principal pôle d'achat mondial, représentant près d'un tiers des importations totales de riz.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	432,00	NC	0,00	0,40	2,56	7,62	8,10	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1415,00	0,00	0,24	-0,08	9,10	5,50	3225	4 563 375,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	2340,00	0,00	-4,66	-1,77	6,22	6,84	20	46 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 277,00	2277,00	0,00	-0,17	0,25	10,86	5,49	2062	4 695 174,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,19	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	391,00	384,00	-1,79	-0,52	-5,03	3,63	5,47	2892	1 110 526,00

FORUM MONDIAL DES JEUNES PARLEMENTAIRES

L'expérience législative algérienne saluée à Lima

Le vice-président de l'Assemblée populaire nationale (APN), membre du Forum des jeunes parlementaires, M. Mohamed Anouar Bouchouit, a mis en exergue, à Lima (Pérou), les spécificités du système parlementaire algérien et les mécanismes de fonctionnement de ses deux chambres dans l'élaboration et l'examen des lois, indique samedi un communiqué de l'APN. Participant à un séminaire organisé par le Parlement péruvien, à l'invitation du président du Congrès péruvien, M. José Jeri, autour du thème "le bicamérisme dans les parlements", M. Bouchouit a présenté "un ex-

posé détaillé sur l'expérience législative algérienne", en mettant en avant "les spécificités du système parlementaire algérien et les mécanismes de fonctionnement de ses deux chambres dans l'élaboration et l'examen des lois", précise la même source. A cette occasion, "les députés péruviens et les délégations parlementaires participantes ont salué "l'expérience riche de l'Algérie et les approches équilibrées qu'elle offre dans la pratique démocratique", ce qui "revêt une importance particulière pour le Congrès péruvien qui, après 32 années de fonctionnement monocaméral, s'apprête à rétablir le

système bicaméral dans sa structure législative", poursuit le communiqué. Au terme de ce séminaire, qui a vu la participation de délégations parlementaires de plusieurs pays, le président du Congrès péruvien a reçu l'ensemble des participants, leur exprimant "ses remerciements et sa gratitude pour leurs précieuses contributions". Il a, en outre, affirmé que "l'échange d'expertises et d'expériences entre les parlements est à même de renforcer la performance législative et à consolider les pratiques démocratiques", conclut la même source.

SANTÉ

Le ministre Saihi reçoit l'ambassadrice de la République de Slovénie en Algérie

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a reçu en audience, l'ambassadrice de la République de Slovénie en Algérie, Mme Urska Kramberger Mendek, lors de laquelle les deux parties ont évoqué l'état de la coopération bilatérale et les perspectives de son développement à l'avenir, indique, vendredi, un communiqué du ministère. M. Saihi a reçu, jeudi, Mme Kramberger Mendek, dans le cadre du "renforcement des relations entre les deux pays". La rencontre a été l'occasion d'"évoquer l'état de la coopération entre l'Algérie et la Slovénie et les perspectives de son développement à l'avenir, reflétant la volonté commune d'ouvrir de nouveaux horizons de partenariat", précise la même source. Dans ce contexte, l'accent a été mis sur "la nécessité de promouvoir la coopération sanitaire vers des niveaux plus larges, à travers l'échange d'expertises entre les établissements hospitaliers des deux pays, no-

tamment dans les domaines de l'orthopédie, de la chirurgie orthopédique, de l'oncologie pédiatrique, de la chirurgie de précision et de la transplantation d'organes intégrant des techniques de pointe, lesquels sont des domaines de spécialisation et d'excellence de la médecine moderne très développés au niveau des établissements slovènes". Les deux parties ont mis en exergue "l'importance de diversifier les domaines de coopération pour inclure la formation et l'échange d'expertises, ce qui permettra de perfectionner les compétences des cadres médicaux et profitera aux sys-

tèmes de santé des deux pays", précise le communiqué. A cette occasion, M. Saihi a transmis à l'ambassadrice de la République de Slovénie en Algérie "une invitation officielle à la conseillère pour la coopération et le développement de l'aide humanitaire auprès du cabinet du Premier ministre slovène, Mojca Seliskar Tos, ainsi qu'au président de l'Instance slovène pour la coopération humanitaire (Let Them Dream) pour effectuer une visite en Algérie, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريقية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Septembre 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف	معدل	أعلى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	56	64	48	البطاطا	
	Tomate	67	79	55	الطماطم	
	Oignon sec	50	57	42	البصل الجاف	
	Ail sec	566	634	499	الثوم الجاف	
	Carotte	95	106	84	الجزر	
	Navet	111	124	98	لفت	
	Poivron	85	98	72	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	96	الفلفل الحار	
	Courgette	101	114	87	الكوسة	
	Haricot vert	181	202	159	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	118	133	103	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	415	240	التفاح المحلي	
	Datte	586	725	446	التمر	
	Banane	421	433	408	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	77	87	67	البطيخ الاحمر	
	Raisin	213	277	150	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1804	1924	1684	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	366	379	353	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

EXPLOITATION DU ZINC ET DU PLOMB À BEJAÏA

Cap sur la réussite du projet Tala Hamza

La secrétaire d’État auprès du ministre de l’Énergie, chargée des Mines, Mme Karima Tafer, a présidé une réunion de travail consacrée au projet d’exploitation du gisement de zinc et de plomb de Tala Hamza-Oued Amizour dans la wilaya de Bejaïa. Cette rencontre, qui s’est tenue jeudi au siège de la wilaya de Bejaïa, avait pour objectif de réunir les conditions nécessaires à la concrétisation de ce projet stratégique.

Par Réda Hadi

Ce gisement est considéré comme l’une des plus grandes réserves mondiales de ces métaux stratégiques, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur l’économie algérienne. Aussi, le gouvernement est déterminé à concrétiser ce projet, avec des instructions pour accélérer les travaux. Des études d’impact environnemental sont en cours, et la ministre de l’Environnement a affirmé que le gisement est sûr pour l’environnement. La décision finale dépendra des résultats de ces études et des consultations. Et c’est dans cette continuité que cette réunion a eu lieu.

La réunion a réuni le wali de Bejaïa, Kamel-Eddine Kerbouche, le président-directeur général (PDG) du groupe Sonarem, Belkacem Soltani, le PDG de l’Entreprise nationale des produits miniers non ferreux et substances utiles (ENOF), ainsi que la directrice générale de la société algéro-australienne impliquée dans le projet. Des représentants des autorités lo-

cales et des citoyens concernés par les opérations d’expropriation étaient également présents. Selon un communiqué du ministère de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, cette réunion s’inscrit dans le cadre du suivi continu du projet afin de réunir les conditions nécessaires à sa réalisation, au service du développement local et de l’économie nationale. Les participants ont eu l’occasion de discuter de l’état d’avancement du projet et de ses retombées socioéconomiques attendues, tant pour la région que pour l’économie nationale. Ces retombées incluent notamment la contribution du projet à la diversification de l’économie, la réduction de la facture d’importation et l’augmentation des revenus en devises. Les représentants de la société civile ont également soulevé leurs préoccupations, notamment celles liées aux indemnisations dans le cadre de l’utilité publique pour les terrains concernés par l’expropriation. Mme Tafer a écouté attentivement les préoccupations et les revendications des habitants. Elle a réaffirmé l’engagement des pouvoirs pu-

blics à garantir leurs droits légitimes et à les indemniser conformément aux procédures légales en vigueur. La secrétaire d’État a pris en considération l’ensemble des propositions afin de les examiner dans un cadre qui garantit la réussite du projet tout en conciliant l’intérêt général et les droits individuels. Par ailleurs, Mme Tafer a salué les efforts déployés par le wali de Bejaïa et l’accompagnement permanent dont bénéficie ce projet, notamment après l’achèvement de la majorité des procédures administratives y afférentes. De son côté, le wali de Bejaïa a donné des instructions aux organismes compétents pour coordonner et accélérer les procédures d’indemnisation liées au projet. Les organismes concernés incluent la Direction du Trésor public, la Direction de la Réglementation et des Affaires générales (DRAG) et la Direction du Domaine national. L’accent a été mis sur l’importance d’établir des mécanismes de suivi pratiques et efficaces garantissant la réalisation du projet dans les délais impartis, en toute transparence et équité.

Cette démarche reflète la forte volonté politique de mettre en œuvre de grands projets structurels visant à réaliser le développement durable et à promouvoir l’industrie minière en Algérie. Le projet d’exploitation du gisement de zinc et de plomb de Tala Hamza-Oued Amizour est ainsi considéré comme un levier important pour le développement économique et social de la région de Bejaïa et de l’Algérie dans son ensemble. Les autorités semblent déterminées à mener ce projet à bien tout en prenant en compte les préoccupations des populations locales. Ainsi donc, la réussite de ce projet pourrait avoir des impacts significatifs sur l’économie nationale, notamment en termes de diversification des sources de revenus et de réduction de la dépendance aux importations. Les discussions ont mis en avant la nécessité de concilier les intérêts économiques avec les droits des citoyens affectés par le projet, soulignant ainsi l’importance d’une approche équilibrée et transparente dans la mise en œuvre de tels projets stratégiques.

LE SG DE L’ORGANISATION L’A SOULIGNÉ :

L’OPEP, un acteur incontournable de l’énergie

Par R E.

L’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui célèbre vendredi son 65ème anniversaire, est devenue un "acteur incontournable" de l’énergie et jouit d’une "large reconnaissance" au sein de la communauté énergétique internationale et du système multilatéral, a affirmé le secrétaire général de l’organisation, Haitham Al Ghais. S’exprimant dans une contribution publiée sur le site de l’Organisation, sous le titre "l’OPEP à 65 ans : construire sur un passé glorieux pour un avenir réussi", M. Al Ghais a souligné qu’"aujourd’hui, l’OPEP qui

compte 12 pays membres jouit d’une large reconnaissance au sein de la communauté énergétique internationale et du système multilatéral" et qu’elle "a gagné en stature et est devenue un acteur incontournable de l’énergie". Dans ce contexte, il a ajouté que la "crédibilité" de cette organisation a été renforcée fin 2016, lorsqu’elle a adopté, lors du sommet d’Alger, avec plusieurs producteurs non-OPEP, la Déclaration de coopération (OPEP+), qui a joué, a-t-il mentionné, "un rôle central pour aider l’industrie pétrolière et l’économie mondiale à surmonter les répercussions de la pandémie de COVID-19". Selon M. Al Ghais, "la vision uni-

ficatrice et les objectifs fondamentaux de 1960 qui ont guidé l’OPEP depuis six décennies et demie, prouvent leur intemporalité et offrant une base solide". Dans ce cadre, il a soutenu que l’Organisation a mis en place, au fil des années, divers dialogues énergétiques internationaux avec de grands pays consommateurs, des producteurs non-OPEP, d’autres organisations internationales et de nombreux acteurs de l’industrie. Elle a également participé à toutes les conférences sur le climat (COP) depuis plus de trente ans et continuera à le faire, a-t-il encore noté. Pour M. Al Ghais, le pétrole restera essentiel à l’avenir, en citant à

ce propos, le dernier rapport de l’OPEP prévoyant la hausse de demande mondiale à environ 123 millions de barils par jour d’ici 2050, en raison de la croissance démographique et économique mondiale. "La sécurité énergétique de tous est cruciale et inconcevable sans le pétrole", a-t-il encore soutenu en rappelant que "des milliards de personnes des pays en développement souffrent encore de pauvreté énergétique". A ce sujet, M. Al Ghais a souligné que "l’OPEP défend, tout comme en 1960, des approches prudentes et réalistes pour relever les défis énergétiques actuels et futurs, en mettant toujours en avant la stabi-

lisation des marchés, afin de tracer les voies énergétiques adaptées aux nations et aux peuples". Tout en relevant que l’avenir reste "imprévisible", M. Al Ghais a estimé par ailleurs que "les prévisions annonçant le déclin du pétrole dans les décennies à venir, doivent être relativisées en raison de la hausse continue de la demande énergétique". L’Opep a été créée lors de la Conférence de Baghdad du 10 au 14 septembre 1960 par cinq membres fondateurs (Iran, Irak, Koweït, Arabie saoudite, Venezuela), avant d’être rejoint par les autres pays, dont l’Algérie, Libye, Emirats arabes unis, Nigéria, Gabon, Guinée équatoriale et le Congo.

ENERGIE

Afreximbank prête à soutenir les projets d’intégration africaine pilotés par l’Algérie

Par R E

Le président de la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), M. Benedict Oramah, a affirmé, jeudi à Alger, que son institution était prête à soutenir les projets énergétiques lancés par l’Algérie dans le cadre de ses efforts en faveur de l’intégration économique africaine, notamment le projet du gazoduc transsaharien (TSGP) et les projets d’interconnexion électrique régionale. M. Oramah a fait cette déclaration lors de l’audience que lui a accordée, ainsi qu’à la délégation l’accompagnant, le ministre d’Etat, ministre de l’Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, pour examiner les possibilités de coopération bilatérale, indique un communiqué du ministère. A l’entame de cette rencontre, qui s’est déroulée au siège du ministère en présence du secrétaire d’Etat auprès du ministre de l’Energie, chargé des Energies renouvela-

bles, M. Noureddine Yassaâ, et de cadres du ministère, le président d’Afreximbank a adressé ses remerciements à l’Algérie et au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour "la bonne organisation et la réussite de la quatrième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF)", soulignant que "l’organisation, par l’Algérie, de cet événement, reflète son rôle central dans la promotion de la croissance économique en Afrique et l’ouverture de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat dans divers domaines". La rencontre a porté sur les moyens de renforcer la coopération entre les entreprises du secteur et Afreximbank, notamment dans les domaines prioritaires, tels que le soutien au commerce intra-africain, l’accompagnement et le financement des projets énergétiques, la commercialisation des produits africains (hydrocarbures, engrais et produits miniers comme le phosphate) et le soutien aux projets d’intégration régio-

nale. Il a également été question de la coopération avec le groupe Sonatrach et des projets de développement de l’industrie énergétique et minière en Afrique, ajoute le communiqué. A cette occasion, le ministre d’Etat a présenté un exposé exhaustif sur les différents programmes de développement supervisés par le secteur, notamment dans les domaines du développement, de l’exploitation et de la transformation des hydrocarbures, du transport et de la distribution de l’électricité, de la valorisation des ressources minérales, du développement des projets miniers et des énergies renouvelables. Les projets de dessalement de l’eau de mer et d’interconnexion électrique régionale entre l’Algérie et d’autres pays africains ont également été évoqués. Dans ce contexte, M. Arkab a mis en avant l’importance de renforcer la coopération intra-africaine en matière d’énergie durable, de développement des capacités de production et d’interconnexion électrique, réaffirmant

l’engagement de l’Algérie à soutenir le processus d’intégration africaine et à participer activement aux initiatives communes de développement, telles que les projets d’interconnexion électrique et le projet du gazoduc transsaharien, au vu de leurs bienfaits économiques pour les pays traversés et les pays limitrophes. A cette occasion, M. Oramah a salué le rôle majeur de l’Algérie en faveur de l’intégration africaine, soulignant l’importance de la commercialisation et de la transformation des produits africains localement, afin de créer une valeur ajoutée au sein du continent. Affirmant qu’Afreximbank était prête à soutenir les projets de développement dans les domaines de l’énergie, de l’agriculture et des industries de transformation, M. Oramah a mis en avant l’importance stratégique du TSGP dans la sécurisation de l’approvisionnement et dans le renforcement du développement dans la région.

BLIDA

150 millions DA pour le réaménagement de deux oueds à Boufarik et Benkhelil

Une enveloppe de 150 millions DA a été mobilisée par la direction des Ressources en eau de Blida pour des travaux de réaménagement de deux oueds dans les communes de Boufarik et Ben khelil, à-on avisé, jeudi, auprès de cette institution. L'opération s'inscrit dans le cadre du programme d'éradication des points noirs liés aux crues des oueds traversant les zones urbaines et les agglomérations, a indiqué le directeur du secteur, Abdelkrim Al-louche, précisant que cette enveloppe est destinée au réaménagement de Oued Mimoune à Boufarik et de Oued Lekhal à Benkhelil. Les travaux, engagés il y a plus de deux mois, portent sur le renforcement des berges en béton armé et la réalisation de nouveaux canaux d'évacuation des eaux pluviales, afin d'assurer un drainage sécurisé et organisé, définissant ainsi les risques d'érosion et d'infiltrations dans les quartiers riverains, selon la même source. Ces opérations, dont la réception est prévue avant la fin de l'année en cours, devraient permettre de prévenir tout risque d'inondation. Par ailleurs, le responsable a fait savoir que trois quartiers de la commune de Meftah, à savoir El-Mahada, Sefsaf et Souakria, bénéficieront d'un projet d'extension du réseau d'assainissement. Sachant que les travaux ont déjà été lancés pour une enveloppe de 140 millions DA. Des opérations similaires ont été également lancées dans des quartiers des communes de Bougara et Hammam Melouane, pour une enveloppe de 100 millions DA. M. Allouche a souligné que la réception de ces projets, prévus avant la fin de l'année, permettra de renforcer le réseau d'assainissement au niveau de la wilaya, d'améliorer la qualité du service assuré aux citoyens, tout en contribuant à la protection de l'environnement et à l'embellissement des villes.

GUELMA

Réception de 8 nouveaux établissements scolaires

Huit nouveaux établissements scolaires dans les trois paliers ont été réceptionnés et seront mis en service lors de la rentrée scolaire 2025-2026 à Guelma, a annoncé jeudi le wali, Mme Houria Aggoun.

Un lycée de 1.000 places pédagogiques au pôle urbain Djebel El Ansal dans la commune d'Oued Zenati, a été réceptionné et sera mis en service pour accueillir les élèves dès le début de la nouvelle rentrée scolaire, a indiqué la responsable, à l'APS, en marge d'une réunion de l'exécutif local sur les préparatifs de la prochaine rentrée scolaire. Le palier moyen a été renforcé par la réception de 2 nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM) comprenant toutes les structures et

équipements nécessaires pour accueillir les élèves (un CEM au chef-lieu de wilaya et un autre au pôle urbain Djebel El Ansal à Oued Zenati), a-t-elle ajouté. Le cycle primaire a été renforcé, selon Mme Aggoun, par la réception de 5 nouveaux groupes scolaires implantés au pôle urbain H'djar El Mangoub dans la commune Belkheir, au pôle urbain Djebel El Ansal, à Oued Zenati ainsi que dans les communes de Bou Hachana et Guelma.

Lors de la réunion du conseil de l'exécutif, qui s'est tenue en présence des présidents des 34 Assemblées populaires communales de la wilaya, l'accent a été mis sur l'importance de servir des repas chauds à partir du premiers jour de la nouvelle année scolaire au niveau de tous les établissements scolaires et la mise à la disposition des élèves le transport scolaire, ainsi que la dotation des établissements d'enseignement d'appareils de chauffage.

ORAN

Remise des clés de 150 logements publics locatifs à Hassiane Toual

Les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya d'Oran ont procédé, jeudi, à la remise des clés à 150 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) dans la commune de Hassiane Toual, a-t-on appris auprès de l'Office. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre continue

de la vaste opération de relogement et de distribution de logements dans la wilaya d'Oran, portant sur l'attribution de 7.424 logements publics locatifs à l'occasion de la célébration du 63e anniversaire de la double Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, selon la même source. Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour cette

opération, notamment les agents de l'OPGI affectés aux différentes cités. Il est à noter que le 1er septembre en cours, les clés de 300 logements publics locatifs avaient été remises à leurs bénéficiaires de la commune d'Aïn El-Turk. Ce quota de logements est doté de diverses commodités, telles que des locaux commerciaux, des aires

de jeux pour enfants ainsi que des espaces verts. Pour rappel, plus de 7.400 unités d'habitation, toutes formules confondues, dont plus de 6.000 LPL, ont été distribuées à travers différentes communes de la wilaya d'Oran dans le cadre de la même célébration.

AÏN TEMOUCHENT

Projet de réalisation de 1.000 logements publics locatifs

La wilaya d'Aïn Temouchent a bénéficié d'un projet de réalisation de 1.000 logements publics locatifs (LPL), a-t-on appris jeudi auprès du wali, Mabrouk Ouled Abdennebi. Lors des travaux du conseil exécutif de wilaya, le même responsable a souligné "la nécessité d'accélérer

l'opération de mobilisation des assiettes foncières nécessaires pour la concrétisation de ce programme de logements". A cette occasion, M. Ouled Abdennebi a donné des instructions pour assurer la coordination des efforts entre l'ensemble des secteurs concernés, no-

tamment les directions de l'Habitat, des Domaines, de l'Urbanisme, ainsi que de l'Aménagement, de l'architecture et de la construction, en vue de déterminer les assiettes foncières pour la réalisation de ce quota de 1.000 logements publics locatifs dont a bénéficié la wilaya.

Pour sa part, le directeur local du secteur de l'Habitat, Nejiballah Kaddour, a indiqué qu'un quota de 460 logements dans le cadre du même programme est alloué au profit de la commune d'Aïn Temouchent, précisant que l'opération de choix des sites devant les accueillir est en cours.

KHENCHELA

Mise en service bientôt d'un centre de stockage de céréales à Remila

Le projet de réalisation d'un centre de stockage de céréales à la commune Remila dans la wilaya de Khenchela sera mis en exploitation « d'ici au début de l'année 2026 », a-on appris jeudi du directeur local des équipements publics. Le taux d'avancement des travaux du centre intermédiaire de stockage de céréales dans la commune Remila a atteint les 43%, a précisé à l'APS M. Abdelouahab Boudib ajoutant que les travaux de réalisation seront achevés d'ici au début de l'année prochaine au maximum, d'autant

que le chantier a été récemment renforcé en moyens logistiques et main d'œuvre. La réalisation de ce centre d'une capacité de stockage atteignant les 50.000 quintaux de céréales, nécessite un investissement de 229 millions DA, selon les explications fournies par le même responsable. La direction de wilaya des équipements publics supervise actuellement les projets de réalisation de 8 autres centres de proximité intermédiaires de stockage de céréales dans les communes d'Ansigha, El Mahmal, Ouled Re-

chache, Babar, Ain Touila, Metoussa, Tamza et Remila, a rappelé le même responsable. Ces infrastructures dont la réalisation s'inscrit dans le cadre d'un programme national visant l'optimisation de la capacité des structures de stockage de céréales et faciliteront l'opération de transfert des récoltes des agriculteurs pour la collecte et le stockage, selon le même responsable. Pour rappel, Khenchela dispose actuellement de 15 points de collecte et de stockage de céréales d'une capacité globale de 1,7 millions de quintaux.

MASCARA

Création de plus de 8.100 postes d'emploi en huit mois

Un total de 8.124 postes d'emploi ont été créés dans la wilaya de Mascara depuis le début de l'année en cours jusqu'à fin août dernier, a annoncé, jeudi, le wali Fouad Aïssi. M. Aïssi a précisé, lors d'une rencontre avec la presse consacrée à l'état du développement local dans la wilaya, que la création de ces emplois a été rendue possible grâce à l'entrée en exploitation de plusieurs unités de production réalisées dans le cadre de l'investissement privé. "Le nombre de postes créés devra at-

teindre les 10.000 d'ici la fin de l'année, à la faveur de la mise en service prochaine de nouveaux projets d'investissement privés", a-t-il ajouté. Le wali a souligné que les autorités locales poursuivront leurs efforts pour maintenir la dynamique importante enregistrée dans la région en matière d'attraction des projets d'investissement privé. Dans ce cadre, il a rappelé les actions en cours visant à assainir le foncier industriel à travers la récupération des assiettes non exploitées pour les attribuer à des "investisseurs sérieux", ainsi

que la création de pôles industriels adaptés à la vocation économique de chaque zone de la wilaya. Par ailleurs, M. Aïssi a annoncé que la wilaya a bénéficié, récemment, de nouveaux projets portant sur le forage de quatre puits artésiens, ce qui contribuera à améliorer l'approvisionnement en eau potable. Il a également fait savoir que les autorités locales, en coordination avec les responsables du secteur de l'hydraulique, poursuivent leurs efforts pour améliorer la distribution d'eau potable, notamment dans les communes de

Mohammadia, Sig et Tighennif, à travers la mise en œuvre de plusieurs opérations, dont la réhabilitation des conduites et la réparation des fuites sur les réseaux de distribution. En outre, les autorités locales ont lancé récemment, en coordination avec les services des daïras et des communes, un programme spécial visant à éradiquer le commerce informel, notamment dans les grandes villes de la wilaya telles que Mascara, Sig et Mohammadia.

La nouvelle Guerre froide met à nu les failles de l’Union européenne

Face au retour de la rivalité des grandes puissances que sont les États-Unis et la Chine et à sa propre stagnation économique, l’Union européenne semble plus divisée que jamais.

2^e partie et fin

Par Jan Boguslawski (*)

La Commission européenne a passé des années en conflit avec l’ancien gouvernement polonais de Droit et Justice (PiS). D’autres tensions, moins flagrantes, se sont également fait jour : du recul politique en Bulgarie et en Croatie aux récentes élections présidentielles mouvementées en Roumanie. Ces courants politiques trouvent principalement leur origine dans des dynamiques nationales et des luttes idéologiques. Les dirigeants locaux illibéraux ont exploité les griefs sociaux liés à la thérapie de choc des années 1990, puisé dans le conservatisme social bien ancré de la région et exploité les divisions de longue date entre les villes et les campagnes et entre le centre et la périphérie. Mais de plus en plus, ce sont ces tendances nationales qui façonnent l’orientation géopolitique de la région, ajoutant une couche d’ambiguïté stratégique aux relations avec l’UE et exacerbant encore les tensions liées à une dépendance économique et à un déséquilibre structurel. Il en résulte un espace où l’appartenance à l’UE coexiste avec une autonomie politique limitée et une ouverture croissante aux capitaux alternatifs et aux alignements géopolitiques : autant de paramètres que la Chine, plus que tout autre acteur, s’emploie actuellement tout particulièrement à tester.

Quand l’illibéralisme rencontre l’initiative de la nouvelle Route de la soie

La Hongrie illustre parfaitement ce phénomène dans la pratique. Ses relations avec la Chine associent alignement diplomatique et afflux régulier de capitaux, notamment dans le secteur des véhicules électriques. En 2023, la Hongrie a attiré près de la moitié de tous les investissements directs étrangers chinois en Europe, grâce à la méga-usine de batteries de CATL prévue à Debrecen. Ces investissements sont le reflet de la politique d’« ouverture vers l’Est » menée de longue date par Viktor Orbán, qui vise à diversifier ses relations économiques et à se prémunir contre Bruxelles. Elle a permis à la Hongrie d’atténuer le choc du ralentissement de l’Allemagne et à soutenir la croissance et l’emploi à un moment où la demande européenne est en baisse. La diplomatie a suivi l’argent. En 2021, la Hongrie a à plusieurs reprises protégé Pékin dans les forums de l’UE, en bloquant une déclaration relative à la répression des manifestations à Hong Kong par la Chine et en préconisant un adoucissement du langage utilisé dans le dossier de la mer de Chine méridionale.

La visite de Xi Jinping à Budapest en 2024, clôturée par l’annonce d’un « partenariat à toute épreuve », a confirmé cette tendance et renforcé le sentiment de traitement préférentiel dont bénéficiait déjà la Hongrie, notamment grâce à un accès précoce aux vaccins chinois contre la COVID-19. Le message de Pékin est clair : l’alignement stratégique est récompensé par des capitaux, un accès privilégié et un statut particulier. La même logique s’applique au voisin serbe, deuxième grand partenaire de la Chine. Ici, une « amitié indéfectible », proclamée lors de la visite de Xi à Belgrade en 2024, a consolidé le lien entre le renforcement des relations commerciales et les investissements chinois, particulièrement apparents dans le cadre d’un accord de libre-échange conclu en 2023, le premier du genre en Europe centrale et orientale. Mais le symbole peut-être le plus clair de la présence régionale croissante de la Chine – et de son implication dans les gouvernances illibérales – est le chemin de fer Belgrade-Budapest, un projet phare de l’initiative nouvelle Route de la soie. En novembre 2024, l’effondrement d’une verrière récemment rénovée à la gare de Novi Sad – qui fait partie du segment serbe du chemin de fer – a tué seize personnes et déclenché des manifestations d’ampleur nationale contre le gouvernement serbe. Ces manifestations n’ont pas grand-chose à voir avec la politique étrangère du gouvernement serbe. Mais il est difficile de ne pas voir le symbole : un mégaprojet mené par la Chine, dans un système semi-autoritaire ouvert aux capitaux étrangers, qui se termine par une tragédie et suscite l’indignation politique. Les interdépendances entre l’économie, la géopolitique et la diplomatie ont également été pleinement mises en évidence en 2024, lors du vote de l’UE sur les droits de douane imposés à la Chine sur les véhicules électriques. En effet, le résultat a permis de voir quels pays avaient le plus intérêt à préserver de bonnes relations avec Pékin : outre l’Allemagne et Malte, seules les trois plus petites économies d’Europe centrale et orientale – la Hongrie, la Slovaquie et la Slovénie – ont voté contre les droits de douane. La Pologne, en revanche, a soutenu les droits de douane et, peu après, le constructeur automobile chinois Leapmotor a discrètement retiré un projet d’investissement conjoint avec Stellantis à Tychy, dans un geste largement perçu comme une subtile mesure de rétorsion.

L’autonomie stratégique a besoin d’une base commune

La Chine est peut-être l’épreuve de vérité la plus évidente, mais elle n’est pas la seule. D’autres acteurs – comme les États

du Golfe, la Turquie ou la Russie – sont également susceptibles d’entrer en ligne de compte. Le fond du problème réside dans la modification des mesures incitatives. Pour les petites économies orientées vers l’exportation et souvent « illibérales », l’investissement étranger reste une planche de salut. Alors que la politique de l’UE se renforce toujours plus autour des intérêts stratégiques de son noyau dur grâce aux aides d’État et à la transition écologique, et que Washington redouble d’efforts à l’encontre de la Chine en matière de « réduction des risques », en insistant notamment pour que l’entreprise chinoise de téléphonie mobile Huawei soit exclue des réseaux 5G, on attend des petits États d’Europe centrale et orientale qu’ils se conforment à des règles qu’ils n’ont pas vraiment contribué à définir, souvent au prix d’un coût économique et politique important. La Hongrie est bien la preuve que certains se tournent déjà vers des capitaux alternatifs pour soutenir leurs secteurs clés. Plutôt que l’autonomie stratégique, certains États d’Europe centrale et orientale commencent à considérer l’ambiguïté stratégique comme une réponse de plus en plus rationnelle à un monde divisé par des lignes de fracture politiques complexes. Pour l’instant, la périphérie orientale de l’UE n’est pas sur le point de faire sécession. Il s’agit davantage d’une dérive que d’une défection : une lente érosion de la cohérence à mesure que l’ancien accord de croissance perd de sa force et que de nouvelles perspectives apparaissent. Une intégration fondée sur la dépendance n’offre plus les mêmes avantages, et Bruxelles propose peu d’outils à ceux qui ne sont pas en mesure de se réorienter par eux-mêmes. Même en Europe centrale et orientale, la situation est inégale. Au nord, la Pologne et les pays baltes restent à l’abri de toute ambiguïté stratégique. Ils ne dépendent pas autant du pôle industriel allemand et sont solidement ancrés dans l’architecture de sécurité occidentale en raison de leur position intransigeante vis-à-vis de la Russie. Un éloignement géopolitique de Bruxelles — ou surtout de Washington — n’est pas à l’ordre du jour. Ce sont les petits pays qui constituent les véritables « swing states » (états clés) : Slovaquie, Slovénie, Croatie, Roumanie et Bulgarie – au-delà de la position déjà bien assise de la Hongrie. En Tchécoslovaquie et en Slovénie, les précédents virages illibéraux n’ont pas déclenché de changements géopolitiques durables. Mais aujourd’hui, alors que des élections se profilent et que les incertitudes économiques s’aggravent, la possibilité d’un tel réajustement se fait de plus en plus présente. Bruxelles a passé la majeure partie de la dernière décennie à s’attaquer à l’illibé-

ralisme de l’Est par le biais de la conditionnalité de l’État de droit et des procédures d’infraction, tandis que son offre économique s’articulait autour des fonds de cohésion et d’instruments ponctuels. Mais ces outils n’ont pas été conçus pour les conditions actuelles, et ils ne résolvent guère le problème de fond : un modèle de croissance centre-périphérie qui ne tient plus la route. Une véritable autonomie stratégique à l’échelle de l’UE ne peut reposer sur un système à deux vitesses, où certains États façonnent la politique industrielle et les chaînes de valeur mondiales, tandis que d’autres demeurent des plateformes de sous-traitance dépendantes d’un capital et d’une demande qu’ils ne contrôlent pas. Sans une prise en compte sérieuse des asymétries en matière d’innovation, de capacité industrielle et de pouvoir de marché, le fossé ne fera que se creuser. Certes, un développement hétérogène n’est pas une nouveauté pour l’UE : une grande partie de l’Europe du sud a passé la dernière décennie à osciller entre stagnation et austérité. Mais le défi auquel est confrontée l’Europe centrale et orientale tient davantage à leur vulnérabilité structurelle et à leur manque d’autonomie. Ces pays, bien qu’ils soient encore techniquement en phase de « convergence, » ne disposent que de peu d’outils pour tracer leur propre voie. Et c’est cela qui menace aujourd’hui la cohésion. Lorsque le modèle ne fonctionne plus et qu’il existe des alternatives, même l’alignement passif devient plus difficile à maintenir. Le paradoxe réside dans le fait qu’une plus grande autonomie pour la périphérie pourrait être le seul moyen sûr de préserver l’unité au cœur du système. Cela signifie qu’il faut intégrer ces États à la logique de la stratégie de l’UE, et pas seulement à ses résultats. Tant qu’ils resteront des bénéficiaires passifs de capital plutôt que des acteurs à même de le façonner, le désalignement structurel risque de se transformer en divergence politique. Et l’UE ne peut pas construire son autonomie stratégique sur des fondations qui privent systématiquement certaines parties du bloc d’une véritable capacité d’action. Si le centre continue à promouvoir un système qui ignore la position de la périphérie, il pourrait finir par perdre celle-ci au profit de ceux qui sont prêts à lui faire une meilleure offre.

(*) Chercheur doctorant à Sciences Po Paris et travaille sur l’économie politique et les transformations de l’État-providence en Europe centrale et orientale.

Source : Jacobin
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ÉGYPTE

Les majors en première ligne pour endiguer le déclin gazier

Ces dernières semaines, l'Égypte accélère l'exploration en raison de la baisse de la production gazière. La signature le mois dernier de quatre accords d'exploration pour le forage de dix puits en Méditerranée et dans le delta du Nil témoigne de cette dynamique. Face à la chute de sa production gazière, l'Égypte s'appuie sur les multinationales pour tenter un redressement. Lundi 8 septembre, la compagnie britannique BP a signé un mémorandum d'accord avec l'entreprise publique EGAS pour forer cinq nouveaux puits offshore en Méditerranée. Cette annonce s'inscrit dans la continuité d'un programme lancé quelques jours plus tôt. Le 1er septembre en effet, le ministère du Pétrole et des Ressources minérales avait dévoilé un plan de 343 millions de dollars, visant à forer dix nouveaux puits en partenariat avec Shell, Eni, Arcius Energy (BP-ADNOC) et Zarubezhneft. Le recours aux multinationales permet d'accéder à un savoir-faire technologique, car l'exploration et les forages gaziers en eaux profondes nécessitent des équipements principalement détenus par des majors comme Shell, Eni ou BP. Le pays doit faire face à l'effondrement des recettes issues des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL), passées de 7,7 millions de tonnes en 2022 à 0,8 million en 2024, selon Africa Energy Portal. Une chute directement liée à la baisse de la production nationale, dont près de 40 % provenaient du champ Zohr. La production totale est ainsi tombée à 3,5 milliards de pieds cubes par jour en mai 2025, selon les autorités égyptiennes, contre plus de 7 milliards en 2021, d'après l'U.S. Energy Information Administration (EIA). Début août, le Premier ministre Mostafa Madbouly a annoncé un objectif de production de 6,6 milliards de pieds cubes par jour d'ici 2027. La production a déjà augmenté avec la mise en production, le 29 août dernier, de deux puits supplémentaires apportant 60 millions de pieds cubes par jour, selon les autorités.

MAURITANIE

Le polonais Hynfra annonce un projet d'ammoniac vert à 1,5 milliard \$

Les accords s'enchainent en Mauritanie autour de l'hydrogène et de l'ammoniac vert. Mais si le potentiel du pays est indéniable, les incertitudes et la lenteur des projets rappellent que l'écart reste grand entre ambitions affichées et aboutissement des projets.

Lors de la conférence Mauritanides 2025 qui se tient du lundi 8 au mercredi 10 septembre, l'entreprise polonaise Hynfra a officialisé un accord-cadre avec le gouvernement mauritanien pour un projet de production d'ammoniac vert. Prévu pour 2030, le projet doit mobiliser 1,5 milliard USD d'investissements pour produire 100 000 tonnes par an. Il inclura des centrales solaires et éoliennes, des électrolyseurs, une unité de synthèse, du dessalement d'eau et des infrastructures logistiques pour l'exportation via le port de l'Amitié. L'annonce s'inscrit dans une ambitieuse stratégie nationale qui a déjà vu naître plusieurs accords majeurs. En février, la société danoise GreenGo Energy a signé

un accord pour le projet Megaton Moon avec 100 000 hectares concédés près de Nouakchott. S'y ajoutent les mégaprojets AMAN de CWP Global (30 GW), Infinity-Conjuncta (10 GW), ou encore NOUR de Chariot et TotalEren (10 GW). Mais derrière les annonces, les avancées concrètes restent timides. Début juin, CWP a dû clarifier sa position face aux spéculations sur un ralentissement du projet AMAN. Son fondateur Mark W. Crandall a affirmé qu'il n'est pas question d'abandonner, tout en reconnaissant que le développement suivra « le rythme des marchés mondiaux ». Le projet évalué à 40 milliards USD illustre la dépendance des développeurs à des mécanismes financiers internationaux

pas toujours adaptés. Une étude publiée en juin 2025 dans Nature Energy a confirmé le potentiel compétitif de la Mauritanie, avec un coût estimé à 3,2 €/kgH₂ en 2030 dans un scénario optimal. Ce coût grimperait néanmoins à 4,9 €/kgH₂ sans soutien politique, et financier externe. La Mauritanie dispose de ressources solaires et éoliennes exceptionnelles et d'un accès portuaire stratégique, mais reste un pays où environ 20% du PIB et plus de 77% des exportations provenaient encore du secteur extractif en 2024. Les projets d'hydrogène et d'ammoniac vert sont ainsi présentés comme une voie de diversification et de création de valeur.

ARABIE SAOUDITE

Riyadh investit 180 milliards de dollars dans l'économie verte et les technologies climatiques

L'Arabie saoudite accélère son leadership en matière de durabilité en investissant plus de 180 milliards de dollars dans une économie verte tout en stimulant l'innovation dans les technologies climatiques, selon un nouveau rapport. Selon une analyse d'Agility, le Royaume est devenu une force dominante dans les solutions environnementales, représentant 75 % des investissements dans les technologies climatiques au Moyen-Orient. Les efforts de la nation comprennent des avancées dans les domaines des énergies renouvelables, des initiatives d'économie circulaire et de l'adaptation au climat, consoli-

dant ainsi son leadership régional et mondial. L'analyse félicite les décideurs politiques du Royaume pour les objectifs ambitieux qu'ils se sont fixés dans le cadre de l'Initiative verte saoudienne et de Vision 2030. NEOM, la mégapole en développement, devrait fonctionner entièrement à l'énergie renouvelable, illustrant cet engagement, indique le rapport. Cette initiative intervient alors que l'Arabie saoudite est confrontée à d'importants défis environnementaux, 95 % de son territoire étant classé comme désertique et une grande partie de ses terres habitables risquant de se dégrader. « L'Arabie saoudite est à l'avant-

garde de la révolution des énergies propres et de la volonté d'innover et de trouver des réponses au défi climatique mondial. Très peu de pays peuvent rivaliser avec sa détermination ou ses résultats en matière d'investissement et de leadership dans le domaine de la durabilité », a déclaré Tarek Sultan, vice-président d'Agility. Les projections prévoient des sécheresses plus fréquentes, des vagues de chaleur prolongées et des tensions économiques si les émissions ne sont pas réduites. Ces facteurs soulignent l'importance des efforts d'adaptation et d'atténuation du climat déployés par le Royaume. L'Arabie saoudite entend également

devenir le leader du marché mondial de l'hydrogène, en visant une production annuelle de 4 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici 2035. NEOM accueillera d'ailleurs la plus grande usine d'hydrogène au monde. Bien que les entreprises soient en retard sur les décideurs politiques en ce qui concerne l'adaptation des mesures de durabilité, le rapport révèle des signes prometteurs. Plus de la moitié des cadres saoudiens interrogés prévoient d'adopter des technologies vertes, et 54 % des entreprises ont alloué au moins 5 % de leurs dépenses d'investissement au développement durable.

CRABE BLEU

Quand les femmes tunisiennes transforment une menace en trésor culinaire

Depuis son apparition en 2014 sur les côtes tunisiennes, le crabe bleu, espèce invasive venue de la mer Rouge via le canal de Suez, s'est rapidement imposé comme un véritable fléau. Destruction des filets, baisse des captures, agacement des pêcheurs : « accablés par les pinces coupantes de ces décapodes », comme le décrit l'ouvrage De l'invasion à l'assiette, les professionnels de la mer se retrouvent impuissants face à une prolifération incontrôlable. L'espèce ne se contente pas de nuire à l'économie locale. Elle bouleverse aussi la biodiversité : les crabes bleus s'attaquent à d'autres organismes marins et participent à la raréfaction de certaines espèces. Dans un contexte de changement climatique et d'augmenta-

tion du nombre d'espèces exotiques en Méditerranée, ce phénomène est loin d'être isolé. Face à cette menace, la Tunisie a opté pour une approche proactive. À travers le projet BLEU-ADAPT, une coopération entre la Tunisie et l'Italie financée par l'Union européenne, un ensemble d'acteurs – institutions, chercheurs, pêcheurs, citoyens – a décidé de ne pas subir l'invasion mais de la gérer intelligemment. Un des moments forts de cette stratégie a été la création du Festival international du crabe bleu, piloté notamment par le Ministère de l'Agriculture et l'Institut National Agronomique de Tunisie. L'objectif ? Sensibiliser, mobiliser et surtout valoriser l'espèce sur le plan économique et culinaire.

Les femmes tunisiennes en première ligne

Dans cette dynamique, le livre De l'invasion à l'assiette insiste sur un point souvent négligé : le rôle central des femmes. « Rien, pourtant, dans cette résistance à armes inégales, n'aurait été possible sans la communauté des femmes tunisiennes », lit-on dans l'ouvrage. Épouses et filles de pêcheurs, touchées directement par la baisse des revenus, elles ont joué un rôle actif dans la transformation du crabe en ressource culinaire. Elles ont exploré des recettes, testé des cuissons, proposé des modes de préparation – jusqu'à cuisiner les œufs de crabe à la vapeur en version « caviar tunisien ». Une résilience féminine célébrée à juste titre dans l'ouvrage scientifique,

coécrit par des chercheurs tunisiens et italiens. Une longueur d'avance sur la France ? Selon certains experts, la Tunisie serait même plus avancée que la France dans la gestion de cette espèce. Si cette affirmation mériterait d'être confirmée par des données comparatives, elle reflète néanmoins un effort national structuré pour encadrer une situation souvent ignorée ailleurs. Ce que démontre l'expérience tunisienne, c'est qu'une espèce invasive n'est pas nécessairement un désastre à subir. Avec une stratégie de gestion concertée, une valorisation économique locale et un ancrage communautaire fort – notamment féminin –, il est possible de convertir une crise écologique en opportunité de développement.

CRYPTOMONNAIES

Les transactions en Afrique subsaharienne ont atteint 205 milliards \$ en un an

Bien qu'elle demeure la plus petite « crypto-économie » parmi les régions du monde, l'Afrique subsaharienne démontre que les monnaies virtuelles peuvent servir de solutions pratiques à des défis économiques comme l'atténuation des effets de l'inflation, la facilitation du commerce transfrontalier et l'inclusion financière.

Les transactions en cryptomonnaies ont atteint 205 milliards USD en Afrique subsaharienne entre juillet 2024 et juin 2025, selon une étude publiée le mercredi 10 septembre par la société Chainalysis, spécialisée dans l'analyse de données relatives à la blockchain. Ce chiffre, qui représente une hausse d'environ 52% par rapport à la période juillet 2023 - juin 2024, fait de cette région la troisième la plus dynamique du monde en la matière, juste derrière l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine. La valeur totale des transactions enregistrées au sud du Sahara ne représente cependant qu'environ 2% des transactions en cryptomonnaies recensées sur la période à l'échelle mondiale. Au niveau national, le Nigeria vient largement en tête avec plus de 92,1 milliards USD de transactions, soit près du triple du deuxième pays, l'Afrique du Sud.

L'Éthiopie, le Kenya et le Ghana complètent le Top 5. La prédominance du Nigeria est liée non seulement à son importante population (plus de 230 millions d'habitants) et à sa jeunesse férue de technologies, mais aussi à une inflation persistante et des problèmes d'accès aux devises étrangères qui ont fait des stablecoins et du bitcoin une alternative attrayante. Au mois de mars 2025, ce pays d'Afrique de l'Ouest a enregistré un volume de transactions record dans la foulée d'une dévaluation du naira qui a entraîné une adoption accrue des cryptomonnaies. Davantage d'utilisateurs se tournent vers les devises cryptographiques pour se protéger contre l'inflation, et les achats en monnaie locale deviennent plus importants, car il faut de la monnaie fiduciaire pour acquérir lesdites devises. L'étude révèle aussi que la région s'est im-

posée comme un marché de détail clé. L'analyse des montants des transactions montre que la part des transferts inférieurs à 10 000 USD réalisés au sud du Sahara est plus importante que dans le reste du monde. En Afrique subsaharienne, plus de 8% de la valeur totale transférée entre juillet 2024 et juin 2025 était inférieure à 10 000 USD, contre 6% pour le reste du monde. Cela peut indiquer que les tendances en matière d'adoption des cryptomonnaies y sont étroitement liées aux défis d'inclusion financière. Malgré les progrès significatifs réalisés ces dernières années, notamment en matière d'adoption du mobile money, un nombre important d'adultes subsahariens restent non bancarisés, ce qui crée un terrain fertile pour les technologies financières alternatives.

TOGO

La croissance du PIB a atteint 17,7 % au dernier trimestre 2024

Portée par un bond spectaculaire de 17,7 % au dernier trimestre, l'économie togolaise a bouclé 2024 sur une croissance annuelle de 6,5 %. Agriculture, construction et services ont été les principaux moteurs. L'économie togolaise a connu un véritable coup d'accélérateur à la fin de l'année 2024. Selon les estimations que vient de publier l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le produit intérieur brut (PIB) a bondi de 17,7 % au quatrième trimestre par rapport à la même période de 2023. Une

performance qui tranche avec le ralentissement observé en début d'année et qui a permis au pays d'atteindre finalement une croissance annuelle de 6,5 %, contre 6,2 % en 2023. Le parcours de l'économie togolaise en 2024 a été marqué d'abord par un premier trimestre qui s'était ouvert sur une contraction de 5,8 %, reflet de tensions persistantes dans certains secteurs et de la fragilité conjoncturelle. Mais au fil de l'année, la dynamique s'est inversée : +9,3 % au deuxième trimestre, +3,8 % au troisième, avant le rebond spectaculaire du der-

nier trimestre. Trois moteurs : agriculture, construction et services. Tous les secteurs ont contribué à cette envolée. Le secteur primaire a progressé de 10,8 % grâce à de bonnes récoltes agricoles, soutenues par les zones agricoles planifiées (ZAAP), la distribution d'engrais subventionnés et des efforts de mécanisation. Le secteur secondaire affiche une hausse de 18,2 %. La construction, en particulier, a connu une croissance spectaculaire, portée par les grands chantiers publics et privés, ainsi que par l'activité de la Plateforme industrielle

d'Adétikopé (PIA). Les industries extractives ont également rebondi, avec une progression de plus de 25 % sur l'année. Le secteur tertiaire reste le pilier de l'économie, avec une croissance de 19,4 % au dernier trimestre. Le commerce a bénéficié des fêtes de fin d'année et de l'intensification des flux d'import-export. Les services numériques et de communication ont poursuivi leur essor (+11,4 % sur l'année), tandis que les services aux entreprises ont affiché une croissance de 18,5 %.

CÔTE D'IVOIRE

La filière manioc mise sur la recherche pour améliorer la productivité

En Afrique, les racines et tubercules constituent, avec les céréales, des cultures stratégiques pour la sécurité alimentaire. 3ème producteur de manioc en Afrique de l'Ouest, derrière le Nigeria et le Ghana, la Côte d'Ivoire souhaite en améliorer la productivité. En Côte d'Ivoire, l'Agence de développement de la filière manioc (ADFMA) s'est engagée dans un partenariat avec le Centre régional d'excellence pour les phytopathogènes transfrontaliers (WAVE). L'annonce a été faite le mardi 9 septembre lors d'une rencontre entre les représentants des deux entités qui s'est tenue à Bingerville. Selon les informations relayées par l'Agence ivoirienne de presse (AIP), cette démarche vise notamment à améliorer la productivité de la filière et à réduire les pertes post-récolte estimées à près de 40 % de la production nationale. « Là où un hectare de manioc devrait donner entre 25 et 35 tonnes, nous nous retrouvons avec 10 à 18 tonnes. C'est une perte qui peut aller de 7 à 13 tonnes par hectare », a déclaré Memel Kevin Yedo, président de l'ADFMA. Pour expliquer cette situation, plusieurs raisons ont été évoquées notamment des rendements de récolte jugés faibles et la menace des maladies telles que la striure brune du manioc (CBSD) et la mosaïque africaine du manioc (CMD). D'après la FAO, la striure brune du manioc peut par exemple causer des pertes de rendement allant jusqu'à 100 % dans certaines régions d'Afrique, particulièrement dans le cas de variétés très sensibles de manioc. « Nous développons plusieurs variétés de plants de manioc pour la production de masse. Nous sommes disposés à travailler avec les acteurs du secteur pour soigner les variétés et en proposer de nouvelles », a déclaré pour sa part Justin Pita, Directeur exécutif de WAVE. Il convient de noter que le centre d'excellence WAVE affiche une présence dans 14 pays africains où il exploite 17 laboratoires. L'enjeu pour la filière ivoirienne de renforcer sa productivité est d'autant plus stratégique quand on connaît la contribution du secteur à l'économie. Une étude publiée par le CIRAD évaluait en 2018 la valeur ajoutée directe générée dans l'ensemble de la chaîne de valeur du manioc en Côte d'Ivoire à 514 milliards de francs CFA (850 millions \$).

ZIMBABWE

Le coût de l'éthanol local pèse sur le prix des carburants

Au Zimbabwe, la dépendance aux importations, des coûts logistiques élevés, la facturation en dollars, les taxes de la Zimbabwe Energy Regulatory Authority (ZERA) mais aussi l'incorporation d'éthanol, maintiennent le carburant parmi les plus chers d'Afrique australe. Au Zimbabwe, l'éthanol utilisé dans le mélange obligatoire avec l'essence est vendu autour de 1,10 USD par litre, soit près du double du prix international estimé entre 0,50 et 0,70 USD/litre,

selon les données publiées par Equity Axis. Ce différentiel renchérit le prix final du carburant à la pompe. Ainsi, au 1er septembre 2025, la ZERA a fixé le prix de l'essence à 1,56 USD/litre et le diesel à 1,55 USD/litre. En comparaison, les prix restent nettement inférieurs chez certains voisins : environ 1,23 USD/litre en Zambie et 1,21 USD/litre en Afrique du Sud, d'après GlobalPetrolPrices. L'explication tient au système de mélange obligatoire d'essence et d'éthanol

en vigueur au Zimbabwe. Ce dispositif introduit pour réduire la dépendance aux importations de carburant, repose sur Green Fuel, fournisseur dominant de ce composant essentiel. L'entreprise qui bénéficie d'un statut de « National Project » accordé par le gouvernement zimbabwéen, assure la quasi-totalité de l'approvisionnement en éthanol, ce qui réduit la concurrence sur ce segment. Bien que d'autres acteurs comme Triangle Limited disposent de capacités de production,

leurs volumes restent marginaux face à ceux de Green Fuel. Cette situation se répercute sur les coûts des transports mesurés dans l'indice des prix à la consommation qui a augmenté en août 2025, à 192,51 points, son plus haut historique contre 189,72 points en juillet. Selon Trading Economics, le transport représente environ 8 % du panier de l'inflation nationale, ce qui souligne le rôle déterminant du carburant dans l'évolution générale des prix.

À L'APPROCHE DE LA BAISSSE DES TAUX D'INTÉRÊT DE LA FED

Les actions mondiales progressent avec le dollar et les rendements obligataires

L'indice mondial des actions MSCI a légèrement augmenté vendredi, après avoir enregistré une clôture record lors de la séance précédente, tandis que les rendements du Trésor américain ont rebondi après avoir glissé la veille lorsque les attentes ont augmenté pour les réductions des taux américains .

L'enquête sur les consommateurs de l'Université du Michigan a montré que le moral des consommateurs américains a chuté pour le deuxième mois consécutif en septembre, atteignant son niveau le plus bas depuis mai, car les consommateurs ont perçu des risques croissants pour les conditions commerciales, le marché du travail et l'inflation. Les prévisions d'inflation des consommateurs pour l'année prochaine sont restées à 4,8 %, mais les prévisions d'inflation pour les cinq prochaines années sont passées de 3,5 % le mois dernier à 3,9 %.

"L'étude de l'Université du Michigan sur le climat économique s'est révélée moins bonne que prévu et, surtout, les prévisions d'inflation sont restées assez élevées. Cela entraîne une légère hausse des rendements", a déclaré Jack Ablin, associé fondateur et responsable de la stratégie d'investissement chez Cresset Capital.

"Les investisseurs craignent que les attentes dictent la réalité et que les consommateurs agissent en conséquence s'ils s'attendent à ce que l'inflation soit plus élevée que d'habitude... et perpétuent la roue du hamster de l'inflation" Wall Street était mélangé après que ses trois principaux indices ont enregistré des records de clôture jeudi, lorsque les investisseurs ont réagi de manière haussière aux données sur l'emploi plus faibles que prévu en augmentant les paris sur le fait que la Réserve fédérale procéderait à trois réductions de taux d'affilée, y compris une réduction le 17 septembre

après sa prochaine réunion. "Le marché se sent un peu tendu et toppey. Et maintenant, les investisseurs vont se concentrer sur mercredi prochain et sur ce que Jay Powell dira exactement, comment il le dira. Est-il plus dovish? Quelles lignes a-t-il supprimées? Quelles lignes a-t-il ajoutées?", a déclaré Kenny Polcari, partenaire et stratège en chef du marché chez SlateStone Wealth à Jupiter, en Floride, en faisant référence à la conférence de presse du président de la Fed Jerome Powell et à la déclaration écrite de la Fed.

"Les taux vont baisser, c'est certain, mais je pense que le marché s'est emballé en termes de valorisation." Le rapport sur les prix à la consommation aux États-Unis de jeudi avait été considéré comme le dernier obstacle majeur avant la réunion de la Fed. Mais alors que les prix ont montré une augmentation plus importante que prévu, les participants au marché ont gardé leur attention sur un rapport séparé qui a montré une forte augmentation des demandes d'allocations de chômage. A Wall Street , le Dow Jones Industrial Average a perdu 273,78 points, soit 0,59%, à 45 834,22 et le S&P 500 a perdu 3,18 points, soit 0,05%, à 6 584,29. Le Nasdaq Composite a progressé de 98,03 points, soit 0,45%, à 22.141,10 pour un nouveau record de clôture. Sur la semaine, le S&P 500 a gagné 1,59%, le Nasdaq 2,03% et le Dow 0,95%. L'indice MSCI des valeurs mondiales .MIWD00000PUS a progressé de 0,70 point, soit 0,07%, à 972,15 et l'indice paneuropéen STOXX 600 a clôturé

en baisse de 0,09%, après avoir abandonné les gains antérieurs. Dans les devises , le dollar américain a augmenté vendredi, un jour après avoir chuté en raison d'une augmentation des demandes d'allocations chômage et d'une inflation modeste, alors que les investisseurs se préparent à des réductions de taux d'intérêt après un hiatus d'environ neuf mois. L'indice du dollar =USD , qui mesure le billet vert par rapport à un panier de devises comprenant le yen et l'euro, a augmenté de 0,05% à 97,60. Contre le yen japonais, le dollar s'est renforcé de 0,26% à 147,58. Les ministres des finances américain et japonais ont publié vendredi une déclaration réaffirmant qu'aucun des deux pays ne ciblerait les niveaux des devises dans leurs politiques. L'euro était en hausse de 0,02% à 1,1735 \$. Jeudi, la Banque centrale européenne a maintenu ses taux inchangés et a indiqué qu'elle se trouvait dans une "bonne position" en matière de politique. Après la réunion, des sources de la BCE ont déclaré à Reuters que la réunion de décembre serait le moment le plus réaliste pour débattre de la nécessité d'une nouvelle baisse pour soutenir l'économie. L'économie britannique a enregistré une croissance mensuelle nulle en juillet, conformément aux prévisions, mais avec une forte baisse de la production industrielle, ce qui a pesé sur la livre sterling, qui s'est affaiblie de 0,09% à 1,356 dollar. Pour les bons du

Trésor américain , les rendements ont augmenté alors que les investisseurs attendaient la réunion de politique de la Fed. Le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans a augmenté de 5,1 points de base à 4,062%, contre 4,011% jeudi en fin de journée, tandis que le rendement des obligations à 30 ans US30YT=RR a augmenté de 2,7 points de base à 4,6776%. Le rendement de l'obligation à deux ans, qui évolue généralement en fonction des prévisions de taux d'intérêt de la Réserve fédérale, a augmenté de 2,9 points de base à 3,558%. Sur les marchés de l'énergie, les prix du pétrole ont augmenté après qu'une attaque de drone ukrainien ait suspendu les chargements du plus grand port de l'ouest de la Russie, mais les gains ont été limités par les inquiétudes concernant la demande américaine. Le pétrole brut américain s'est négocié en hausse de 0,51% ou 32 cents à 62,69 dollars le baril et le Brent a terminé à 66,99 dollars le baril, en hausse de 0,93%, ou 62 cents, sur la journée. Sur le marché des métaux précieux, l'or a enregistré sa quatrième hausse hebdomadaire consécutive et s'est négocié près de son record de mardi, alors que les investisseurs s'attendent à une baisse des taux d'intérêt américains. L'or au comptant a augmenté de 0,3% à 3.644,67 dollars l'once. Il a atteint un record de 3 673,95 \$ mardi.

ELLES ONT TERMINÉ SANS DIRECTION CLAIRE VENDREDI

Les Bourses mondiales tournées vers la réunion de la Fed

Les marchés boursiers mondiaux ont terminé sans direction claire vendredi, en l'absence de catalyseur avant la réunion de la Réserve fédérale (Fed) la semaine prochaine, qui devrait déboucher sur une première baisse de taux en neuf mois. A Wall Street, au lendemain d'une séance marquée par de nouveaux records, le Dow Jones a perdu 0,59%, l'indice Nasdaq a continué d'évoluer à un sommet (+0,44%) et l'indice élargi S&P 500 a clôturé non loin de l'équilibre (-0,05%). En Europe, la Bourse de Paris a terminé stable (+0,02%), tout comme celle de Francfort (-0,02%), tandis que Londres a légèrement reculé (-0,15%). Une série de données économiques publiées dans la semaine n'a fait que renforcer l'idée que la banque centrale américaine réduira ses taux d'intérêt la se-

maine prochaine. Le comité de politique monétaire (FOMC) de l'institution se réunira à partir de mardi, et rendra sa décision quant à l'évolution des taux le lendemain. Pour l'analyste Christopher Low, les marchés ont "intégré la baisse de taux" mais cherchent à connaître "quel type d'orientation nous allons obtenir". A l'issue de la réunion mercredi, "nous aurons de nouvelles prévisions économiques de la Fed" ce qui permettra aux investisseurs "d'évaluer le nombre de baisses qu'elle envisage à l'avenir", anticipe l'analyste. Les experts sont de plus en plus nombreux à estimer que les taux auront diminué de trois quart de points de pourcentage d'ici la fin de l'année alors que les responsables de la Fed s'inquiètent de la dégradation du marché du travail aux Etats-Unis.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street conclut en ordre dispersé avant la Fed la semaine prochaine

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé vendredi, tournée vers la réunion de la Réserve fédérale (Fed) la semaine prochaine, qui devrait aboutir à une baisse de taux pour la première fois de l'année. Le Dow Jones a perdu 0,59%, l'indice Nasdaq a pris 0,44% et l'indice élargi S&P 500 a clôturé non loin de l'équilibre (-0,05%). "Il n'y a pas eu de donnée économique aujourd'hui et nous sommes en pleine période de silence de la Fed, donc sans commentaire susceptible d'influencer le marché", commente Christopher Low, de FHN Financial. Certes, les investis-

seurs ont accueilli en début de séance un indice de confiance des consommateurs inférieur aux attentes. Mais "cela correspond à ce que nous avons observé dans d'autres enquêtes et dans les mesures de l'activité économique: le marché de l'emploi est très faible", estime M. Low. C'est précisément ce constat qui devrait pousser la banque centrale américaine à assouplir sa politique monétaire afin de donner un coup de fouet à l'économie. Le comité de politique monétaire (FOMC) se réunira à partir de mardi, et rendra sa décision quant à l'évolution des taux le lendemain.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 11 Septembre 2025 Valeur : 15 Septembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6473	129.6623
1	EUR	EURO		151.5577	151.6012
1	GBP	POUND STERLING		175.1991	175.2667
100	JPY	JAPANESE YEN		87.6943	87.7282
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1994	18.2036
1	CHF	SWISS FRANC		162.1199	162.2198
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.3857	93.4166
1	DKK	DANISH KRONE		20.3021	20.3076
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8457	13.8601
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0457	13.0633
1	AED	UAE DIRHAM		35.2964	35.3101
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5551	34.5609
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.2385	424.4265
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2682	44.7132
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3668	14.3684
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9193	24.0418
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2469	3.2570
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7014	177.7014

ROYAUME UNI

La croissance au point mort en juillet 2025

De quoi porter un nouveau coup aux ambitions de croissance du gouvernement travailliste à quelques mois de la très attendue présentation du budget.

Le produit intérieur brut du Royaume-Uni a stagné en juillet, après une progression de 0,4% en juin, portant un nouveau coup aux ambitions de croissance du gouvernement travailliste à quelques mois de la très attendue présentation du budget. La croissance a été pénalisée par un ralentissement dans le secteur de la production, malgré de petites améliorations dans les services et la construction, a détaillé l'Office national des statistiques (ONS) vendredi dans son rapport mensuel. "Nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire pour stimuler la croissance, car même si notre économie n'est pas en panne, elle semble bloquée", a reconnu le ministère des Finances dans un communiqué. Le gouvernement travailliste, qui peine à relancer l'activité économique, est aussi sous pression des marchés pour équilibrer le budget - les taux intérêts sur sa dette se sont envolés au début du mois, avant de redescendre. Pour trouver les milliards de livres qui manquent, les Britanniques spéculent depuis des mois sur de nouvelles hausses d'impôts dans la présentation budgétaire de la ministre des finances, Rachel Reeves, le 26 novembre.

Hausses d'impôts

Rachel Reeves a déjà annoncé ces derniers mois d'impopulaires hausses d'impôts, no-

tamment sur les entreprises, ainsi que des coupes drastiques dans les finances publiques pour redresser les comptes. "L'économie peine encore à retrouver son élan décent face au ralentissement causé par les précédentes hausses d'impôts et aux éventuelles nouvelles hausses d'impôts à venir dans le budget", résume Paul Dales, chez Capital Economics. Face aux inquiétudes des entreprises d'être à nouveau mises à contribution, la ministre des Finances Rachel Reeves a assuré cette semaine que sa politique fiscale n'étoufferait pas la croissance. Mais pour Yael Selfin, économiste chez KPMG, la stagnation de juillet est "un signe avant-coureur" de ce qui attend le pays, car selon elle, les entreprises restent dans l'incertitude et "l'activité économique devrait ralentir au second semestre". La croissance britannique avait déjà fortement ralenti au deuxième trimestre au Royaume-Uni, pénalisée par les droits de douane américains et les hausses d'impôts. Mais elle s'était maintenue à 0,3%, plus élevée qu'attenduMais

Récolte record attendue aux Etats-Unis

Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a diminué vendredi ses anticipations de production mondiale de maïs du fait d'une contraction en Europe, tout en continuant d'attendre une récolte jamais vue aux

Etats-Unis. Les récoltes mondiales de la campagne 2025/26 devraient être inférieures de 2 millions de tonnes par rapport aux prévisions d'août, et tirer en conséquence vers le bas les stocks de fin de campagne (-1,14 million de tonnes), selon le rapport mensuel Wasde. La baisse est surtout visible au niveau des pays européens. "L'été a été plutôt sec, surtout dans le sud-est de l'Europe", relève Damien Vercambre, analyste au cabinet Inter-Courtage. En revanche, l'USDA s'attend à ce que la production américaine atteigne 427 millions de tonnes (contre 425 millions jusque-là), un record. "C'est une surprise", résume Damien Vercambre. "Si cela se concrétise, la superficie récoltée serait la plus importante depuis 1933 et la superficie plantée, qui atteindrait 98,7 millions d'acres, serait la plus importante depuis 1936", observe l'USDA dans son rapport. La perspective de réserves mondiales en baisse a donné de l'élan aux cours du maïs: vers 18H00 GMT, le boisseau (environ 25 kg) s'échangeait à 4,28 dollars (+1,97%) à la Bourse de Chicago. Côté soja, le ministère américain de l'Agriculture a une nouvelle fois abaissé ses estimations de stocks mondiaux (- 910.000 tonnes). Il a aussi revu à la baisse les perspectives de vente à l'international du soja américain (-540.000 tonnes d'un mois à l'autre).

MALGRÉ UNE INFLATION TOUJOURS ÉLEVÉE

La banque centrale Russe a abaissé son taux directeur à 17%

Malgré une inflation qui dépasse toujours les 8%, la Banque centrale russe a annoncé une baisse de taux d'un point alors que les signes d'un ralentissement économique se multiplient. La Banque centrale russe (BCR) a abaissé ce vendredi d'un point, à 17%, son taux directeur face à des craintes grandissantes d'un ralentissement de l'économie du pays et la pression d'entreprises de-

mandant une baisse des taux d'emprunt. "L'économie continue de retrouver une trajectoire de croissance équilibrée. La croissance des prêts s'est accélérée ces derniers mois", a affirmé la BCR dans un communiqué, tout en précisant que "les anticipations d'inflation" restaient "élevées". L'économie russe montre des signes de ralentissement après deux ans d'une forte

croissance portée par l'explosion des dépenses militaires depuis le début de l'offensive à grande échelle de l'Ukraine, en février 2022. Cette hausse des dépenses a notamment permis à la Russie de déjouer les prédictions selon lesquelles les sanctions occidentales massives prises contre elle feraient s'effondrer son économie. Mais ces dépenses ont aussi conduit à une flambée de l'in-

flation, forçant la BCR à relever son taux à un très haut niveau, à 21%, en octobre dernier. L'inflation, selon les statistiques officielles, dépasse toujours les 8%, soit le double de l'objectif fixé par le gouvernement. La BCR a indiqué vendredi qu'elle maintiendra des "conditions monétaires aussi strictes que nécessaire pour ramener l'inflation à l'objectif en 2026".

ETATS UNIS

L'inflation a accéléré en août plus fortement que prévu et le chômage est en hausse

Selon le ministère américain du Travail, l'indice des prix à la consommation a grimpé de 0,4% en août, après 0,2% en juillet. Les prix augmentent outre-Atlantique. L'inflation a accéléré en août aux États-Unis pour atteindre un niveau qui n'avait plus été vu depuis le début de l'année, selon l'indice CPI publié jeudi, quelques jours avant une décision de la Fed sur les taux d'intérêt. L'indice des prix à la consommation est en hausse de +0,4% sur un mois, après +0,2% en juillet, rapporte le ministère américain du Travail. L'évolution dépasse légèrement les at-

tentes des marchés, selon le consensus publié par MarketWatch. Sur un an, l'inflation a aussi accéléré à +2,9%, contre +2,7% un mois plus tôt, un chiffre cette fois en ligne avec les prévisions des analystes. Hors prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, l'indice reste stable sur un an, à +3,1%. La Réserve fédérale américaine (Fed) vise une inflation à 2% sur un an. Cette cible semblait près d'être atteinte en début d'année, mais elle s'est ensuite éloignée à nouveau. La plupart des économistes attribuent ce rebond progressif aux droits de douane mis en place par le

président Donald Trump depuis son retour au pouvoir en janvier. Devant cette situation, la Fed a préféré ne pas bouger ses taux d'intérêt depuis le début de l'année, s'attirant les foudres de Donald Trump qui juge catastrophistes les craintes concernant les prix. Les marchés s'attendent toutefois à ce que les banquiers centraux commencent à baisser les taux directeurs dès la semaine prochaine. Non pas parce que l'inflation semble en passe d'être maîtrisée mais parce que le marché du travail paraît fragile, un point d'attention qui fait aussi partie du mandat de la Fed.

EQUATEUR

Quito abolit les subventions sur le gazole

Le président équatorien Daniel Noboa a éliminé vendredi par décret les subventions sur le gazole, une mesure qui, déjà tentée par les autorités dans le passé, avait déclenché de violentes manifestations. La suppression de ces subventions, qui coûtent à l'Etat équatorien environ 1,1 milliard de dollars chaque année, va faire passer le prix du gallon (3,8 litres) de gazole de 1,80 à 2,80 dollars jusqu'au 11 décembre, après quoi un mécanisme de stabilisation des prix sera mis en place, selon le décret publié vendredi. Des tentatives d'augmentation des prix des carburants par les présidents Lenin Moreno (2017-2021) et Guillermo Lasso (2021-2023) avaient déclenché de violentes protestations menées principalement par la Conaie, la principale organisation indigène d'Equateur. Entre 1997 et 2005, la Conaie avait déjà participé à des révoltes qui avaient abouti à la chute de trois présidents. Dans son décret, M. Noboa soutient que subventionner le diesel est "environnementalement pernicieux" et "bénéficie principalement aux groupes aux plus hauts revenus et à haute capacité économique, ce qui génère des inégalités". (APS)

ALLEMAGNE

Hausse de l'inflation confirmée à 2,2% en août

L'inflation en Allemagne a bien augmenté en août pour la première fois de l'année, à 2,2% selon des chiffres définitifs publiés vendredi. "La poussée des prix des aliments s'est renforcée en août", à 2,5% sur un an, a indiqué la présidente de l'institut de statistiques Destatis, Ruth Brand, dans un communiqué. L'inflation a surtout été marquée pour la hausse des prix des produits alimentaires, tandis que les prix de l'énergie ont baissé permettant de freiner cette hausse du taux d'inflation. Le rythme de la hausse des prix en Allemagne n'avait plus accéléré depuis décembre quand il avait atteint 2,6% sur un an. Il s'était ensuite rapproché de la cible de 2% visée par la Banque Centrale Européenne, atteinte en juin et en juillet. Quant à l'inflation dans les services, elle a grimpé de 3,1% par rapport à août 2024, tirée par le transport combiné de personnes (+11,1%) et les services dans les établissements sociaux (+8,1%). En rythme mensuel, l'inflation globale a progressé de 0,1%, ajoute Destatis.

Une immense bulle de matière noire découverte aux portes de la Voie lactée ?

Imaginez un nuage colossal, des millions de fois plus massif que le Soleil, tapi dans notre propre Galaxie. Il est complètement invisible, mais suffisamment massif pour perturber son équilibre gravitationnel. C'est peut-être la première fois que les astronomes mettent la main sur une « sous-structure » de matière noire, à quelques encablures seulement de notre voisinage cosmique.

Pour l'œil de la cosmologie moderne, la matière noire est quasiment un non-sens ; elle n'émet aucune lumière, échappe au regard de nos instruments, ne reflète rien, et son existence ne se trahit qu'à travers la force gravitationnelle qu'elle exerce sur son environnement. Les astrophysiciens estiment qu'elle est cinq fois plus abondante que la matière ordinaire et qu'elle constitue l'armature de l'entière des galaxies qui peuplent l'Univers.

Notre Voie lactée elle-même, comprenant entre 200 et 400 milliards d'étoiles, est prisonnière d'un gigantesque halo de matière noire, qui pèserait un millier de milliards de Soleils. Selon la théorie dominante actuellement dans les cercles scientifiques, ce halo serait ponctué de « sous-halos », de plus petites structures capables d'influencer le mouvement des étoiles et des nuages de gaz.

Après la récente découverte du lien entre exoplanètes et matière noire de la part de chercheurs de l'Université de Californie au mois d'août, c'en est une autre, au moins aussi importante, qui nous vient de l'université d'Alabama à Huntsville. L'astrophysicienne Sukanya Chakrabarti, en collaboration avec son équipe, pense justement avoir repéré l'un de ces sous-halos. Un amas de dix millions de masses solaires, situé à proximité de notre voisinage galactique. « Nous avons passé en revue toutes les bases de données possibles.

Rien n'indique la présence d'un amas d'étoiles, ni de gaz moléculaire, ni même d'un trou noir supermassif qui surpasserait celui du centre galactique », explique-t-elle. « Nous ne savons pas encore, mais nous pensons qu'il est plus probable qu'il s'agisse d'un sous-halo ». Leurs travaux ont été publiés le 4 septembre sur la plateforme arXiv ; une étude baptisée Detection of a dark matter sub-halo near the Sun from pulsar timing.

Pour Niayesh Afshordi, astrophysicien au Perimeter Institute (Waterloo, Canada) se montre réservé sur la solidité des preuves,

mais salue tout de même la méthodologie employée par ses confrères : « C'est un début enthousiasmant d'une nouvelle ère. C'est le commencement d'un nouveau type d'astronomie », estime-t-il, espérant que cet objet ne soit que « la partie émergée de l'iceberg ».

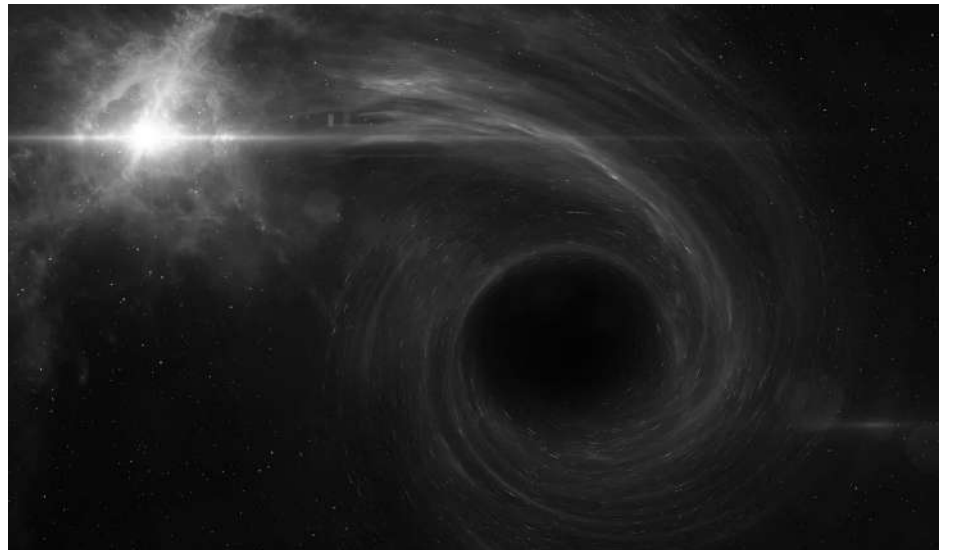
Les pulsars, miroirs gravitationnels de l'Univers caché

Pour parvenir à ces conclusions, Chakrabarti et ses collègues ont observé les pulsars. Des vestiges d'étoiles mortes tournent sur eux-mêmes à une vitesse vertigineuse et envoient des signaux radio réguliers, exactement comme le ferait un phare aux abords d'une plage. Leurs émissions sont tellement régulières qu'ils sont de formidables outils de détection pour les astronomes, particulièrement lorsqu'un pulsar est en couple avec une autre étoile. Si tel est le cas, il est possible de mesurer son orbite avec une extrême précision, parfois au millième de seconde près.

Ainsi, l'équipe de Chakrabarti a analysé plus de dix ans d'archives radio sur 27 systèmes binaires de pulsars (un pulsar et son étoile). Normalement, leurs orbites tendent à se rétrécir avec le temps, principalement en raison de la dissipation d'énergie en ondes gravitationnelles, de petites oscillations de l'espace-temps créées par leur rotation.

De cette manière, les chercheurs ont constaté que l'orbite de certains pulsars se contractait plus vite que la normale. Plusieurs de ces cas se concentraient dans la même portion de la Voie lactée, une coïncidence difficile à expliquer autrement que par la présence de ce fameux nuage, ce sous-halo qui les tracterait avec une intensité impossible à attribuer à des étoiles ou du gaz.

L'idée d'un éventuel trou noir, situé à cet endroit, est, elle aussi, presque impossible à défendre ; celui-ci devrait être encore plus massif que celui du centre galactique



(Sagittarius A*), ce qui est invraisemblable, puisqu'il aurait déjà été détecté. Inversement, un halo de matière noire serait le parfait coupable : totalement invisible aux télescopes, mais parfaitement lisible dans les chronomètres cosmiques que sont les pulsars.

Une anomalie spatiale qui pourrait marquer l'histoire de la cosmologie

Tout le monde ne se dit pas encore convaincu. Comme le rappelle Mike Boylan-Kolchin, astrophysicien à l'Université du Texas à Austin, « il faudra beaucoup plus d'indices pour que la communauté considère cela comme une véritable détection ».

Les mesures de l'équipe de Chakrabarti pourraient s'expliquer autrement (erreurs statistiques ou autres objets astrophysiques), mais si l'existence de ce nuage venait à être confirmé, les implications en seraient considérables. Pour la toute première fois, nous pourrions ancrer dans le réel ce qui ne relevait que de la théorie : oui, la matière noire serait bien la charpente des galaxies.

Si l'on en croit les observations de Chakrabarti, la masse de ce nuage paraît dis-

tribuée de façon inégale, ce qui laisse à penser qu'une matière noire différente existerait de celle que l'on imaginait. « Voilà, selon moi, ce qu'il y a de plus enthousiasmant », continue Boylan-Kolchin. Quelle sera la suite ? Multiplier encore les observations, les mesures et aiguïser les méthodes d'observation. Les réseaux de radiotélescopes qui surveillent des dizaines de pulsars dans l'espoir de détecter le fond d'ondes gravitationnelles servent aussi, indirectement, cette recherche. Leurs relevés, gagnant en précision avec les années, aideront à infirmer ou confirmer l'hypothèse de ce sous-halo. « Avec les observations à venir, la précision va s'améliorer », se réjouit Chakrabarti. S'il existe bel et bien, c'est que d'autres sous-halos existent ailleurs, et l'on pourrait alors enfin affirmer que notre Galaxie, comme toutes les autres, en est constellée. La matière noire perdrait ainsi son statut d'objet théorique, pour devenir un sujet d'étude à part entière. Ce serait offrir aux pionniers qui ont travaillé sur le sujet ; Fritz Zwicky dans les années 1930 ou Vera Rubin dans les années 1970 ; la validation qu'ils n'ont jamais eu de leur vivant : « la masse manquante » était là, sous nos yeux.

Il obtient \$43 000 pour avoir découvert une faille critique dans Google Chrome

Google déploie une mise à jour de sécurité afin de combler une faille critique détectée dans le navigateur Chrome. Le chercheur qui l'a identifiée vient de recevoir une jolie somme en récompense.

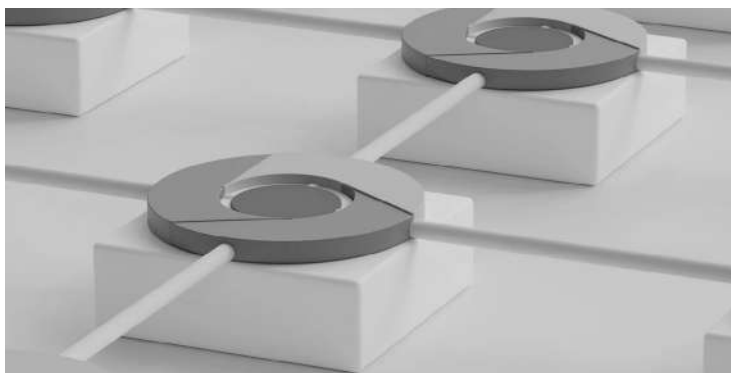
Après plus de quinze d'existence, le programme de récompenses pour Chrome est donc toujours bien opérationnel. Dernièrement, c'est le chercheur Looben Yang qui a reçu la somme de 43 000 dollars de la part de Google pour avoir découvert une vulnérabilité majeure dans Chrome. Celle-ci est identifiée sous le code CVE-2025-10200.

Une nouvelle faille critique prochaine corrigée

La vulnérabilité découverte touche le composant Serviceworker du naviga-

teur Chrome et est qualifiée de « use-after-free ». Concrètement, cette expression désigne une situation dans laquelle le programme tente d'accéder à une zone mémoire qui a déjà été libérée. Ce comportement est courant dans les logiciels reposant sur des langages nécessitant une gestion manuelle de la mémoire, tels que C et C++.

Dans le cas de Chrome, un attaquant pourrait exploiter ce comportement pour placer du code malveillant dans la mémoire ainsi réutilisée. Si cette action est correctement orchestrée, elle permettrait l'exécution de commandes arbitraires sur la machine cible, et donc finalement une prise de contrôle complète du système. Google précise cependant qu'aucune exploitation active en conditions réelles n'a été détectée au moment de la correction.



Après avoir pris connaissance du fonctionnement de cette faille le 22 août dernier, Google a distribué une mise à jour corrective pour les principales plateformes : Windows, macOS et Linux. Ce patch devrait par la suite figurer au sein du répertoire

open source de Chromium et mis à disposition des forks tels que Brave, Vivaldi, Opera et Microsoft Edge. Avec le Vulnerability Reward Program Google s'assure que les chercheurs seront constamment mobilisés pour découvrir de nouvelles vul-

nérabilités et garantir de la sécurité de son navigateur. À ses débuts, la prime maximale était de 1 337 dollars, puis la barre est montée régulièrement : dès 2010, elle atteignait 3 133 dollars pour une faille critique et, à partir de 2019, les récompenses moyennes sont passées de 5 000 dollars à 15 000 dollars tandis que le plafond pour une chaîne d'exploitation critique pouvait dépasser les 150 000 dollars.

En 2024 et 2025, Google a de nouveau élevé le niveau jusqu'à 250 000 dollars, somme reversée à un certain Micky pour avoir découvert une vulnérabilité critique permettant de franchir la barrière d'isolation de la sandbox. En 2022, Google est allé jusqu'à verser 605 000 dollars au chercheur "gzobqq" pour la découverte d'une chaîne de cinq vulnérabilités critiques affectant Android.

INEOS GRENADIER QUARTERMASTER CAMPER

Le 4x4 taillé pour l'aventure débarque à Parme

Présenté au Salon du Camper de Parme, l'Ineos Grenadier Quartermaster s'affiche dans une version aménagée pour le voyage. Avec sa cellule Gladiator S et sa base de véritable tout terrain, ce pick-up robuste britannique se rêve en compagnon idéal des grandes échappées loin du bitume.

Depuis son lancement, l'Ineos Grenadier cultive l'image d'un baroudeur pur et dur, héritier spirituel des anciens Land Rover Defender. Celui qui vient de remporter une commande publique pour équiper notamment les pompiers affiche un style qui n'est d'ailleurs pas étranger à son confrère britannique, bien plus proche en tout cas que ne l'est le nouveau Defender. La déclinaison Quartermaster, version pick-up du modèle, renforce encore ce positionnement passe-partout. Au Salon du Camper de Parme qui ouvre ses portes ce 13 septembre 2025, la marque a franchi une étape supplémentaire en dévoilant une préparation qui transforme ce robuste utilitaire en véritable maison roulante pour aventuriers.

Une cellule pick up tout confort

Fruit d'une collaboration avec Cellula Pickup, distributeur italien des modules habitables Hotomobil, la cellule Gladiator S fait rentrer le Quartermaster dans une nouvelle dimension. Déjà disponible sur les Isuzu D-Max, Mitsubishi L200, Toyota Hilux et autre Volkswagen Amarok, elle est réalisée en monocoque et dotée de quatre couches isolantes, pour un confort thermique en toute saison. À l'intérieur, tout a été pensé pour le voyage : un lit double, des banquettes avec table pour se restaurer, une mini-cuisine fonctionnelle et, en option, une salle d'eau avec douche



et WC. De quoi envisager de sortir des sentiers battus. Autre atout, sa modularité : la cellule promet d'être montée ou retirée facilement grâce à des pieds télescopiques, permettant de libérer la benne pour d'autres usages, ou même d'installer le module sur un autre pick-up.

Le prix de l'évasion

Sous cette cellule habitable, on retrouve les qualités inhérentes au Quartermaster, avec son châssis échelle, sa transmission

intégrale permanente avec réducteur et ses différentiels verrouillables, il reste un véritable 4x4 de franchissement. Le moteur six cylindres 3.0 d'origine BMW, disponible en essence ou en diesel, est associé à une boîte automatique ZF à 8 rapports. Côté praticité, le pick-up affiche une capacité de remorquage de 3,5 tonnes, peut recevoir un treuil de 5,5 tonnes, et dispose d'un hayon supportant jusqu'à 225 kg une fois abaissé. La benne, recouverte d'un matériau anti-rayures, intègre même une prise électrique de 0,4

kW pour alimenter du matériel en bivouac. À l'heure où l'overlanding séduit de plus en plus de clients, l'Ineos Grenadier Quartermaster aménagé risque de faire rêver plus d'un amoureux d'escapades en pleine nature. Reste que tout ça n'est pas évidemment pas donné : comptez au moins 72 640 € pour l'Inès Grenadier Quartermaster, auxquels il faut ajouter au minimum 34 470 € pour la cellule pick-up. Voilà qui nous amène à plus de 100 000 € !



Packard est de retour avec une ingénierie britannique et un passeport néerlandais

Constructeur automobile américain qui a existé de 1899 à 1954, Packard renaît de ses cendres avec l'Excellence qui combine l'ingénierie britannique avec un passeport néerlandais. "Ask The Man Who Owns One" ("Demandez à l'homme qui en possède une"). Tel était à l'époque le slogan de Packard, un constructeur américain de voitures de luxe qui a fait fureur dans les années folles du siècle dernier. Dans la hiérarchie, ils étaient au-dessus de Cadillac et de Lincoln, mais ils n'ont jamais réussi à surmonter le krach boursier de 1929 et

la Seconde Guerre mondiale de 1940 à 1945. En 1954, elle fusionne avec Studebaker, pour disparaître complètement quelques années plus tard. Du moins jusqu'à présent. Un collectionneur néerlandais de Packard a frappé à la porte de JB Classic & Bespoke en lui demandant de concevoir, développer et construire un modèle moderne. Cette voiture d'exception est désormais prête et porte le nom de Packard Excellence. Chez JB Classic & Bespoke, basé à Bodegraven, on n'est pas parti d'une feuille blanche. L'avant à l'allure



quelque peu chinoise ne donne que peu d'indications, mais le profil et l'arrière permettent de savoir quel

modèle a servi de base. En effet, la Packard Excellence s'inspire de la Bentley Flying Spur.

Il s'agit d'une construction minutieuse, car il aura fallu pas moins de 17.000 h de travail aux spécialistes de JB Classic & Bespoke pour transformer la Bentley en une Packard contemporaine. Le changement le plus notable par rapport au modèle d'origine concerne les portes arrière, puisque l'Excellence est équipée de portes dites "suicide". Les voitures font rêver et, parfois, ces rêves deviennent réalité. Comme celui de ce fanatique de Packard qui a vu naître un modèle contemporain de sa marque préférée.

Mots fléchés

Balistes		Composition musicale		Tabac des Vosges		Échassier voisin de la cigogne		Carabé		Sur une table de chevet		Dame	
Lieu de désordre et de débauche		Suppliât		Bradype						À peu près		Instrument	
Moyen de transport						Fleuve africain		Erreur grossière					
Aliment qui jadis était indispensable				Futurs médecins									Crochet de boucher
Egalité aux échecs				Agence de renseignement américain				Esquivé					
Objectif				Résidu le plus grossier du				Remar-quables					
			Pièce d'habita-tion							Terres émergées			
			Maladie infectieuse							Ecrivain italien (Umberto)			
Espère		Polonium			Direction départe-mentale	Fille de Forgall Manach						Lettres	
		Nombre			entre ministères	Humains						Soldats	
							Sa capitale est Edimbourg						
							Peur incontrôlée						
Lentille bâtarde					Destituai la royauté								Renard polaire
Déesse de la mythologie égyptienne													
					Jésus le Nazaréen, Roi des Juifs				De même	Levée aux cartes			
					Avec le marteau, emblème de l'URSS								
Cadeau de mariage	Navire					Lustrées							
	Jongleuses												
			Prénom masculin							Assignation		Flots	
			Jour de l'an vietnamien										
Opiniâtre													
Baryum					Bison d'Europe		Que personne ne peut connaître						
							Grande école						
		Qui a perdu tout pouvoir d'avoir trop servi						Jouai de l'argent ou un vêtement au poker					
		Etendue de sable											
Enlèvent										Béryllium		Convenances	
Aspect												Utilisateur	
			Désavan-tagea					Louages					Note haussée d'un demi-ton
			Aplanit					Équerre					
Équivalent													
Construite dans la baie de Douarnenez					Article	Prénom biblique	Coupelles de laboratoire					Forte correction	
							Expérience						
		Assaisonné								Chef-lieu du Judet de Lasi (Roumanie)			
		Mamelle								Belle-fille			
Tire un liquide	Protacti-nium				Grain de chapelet			Enveloppe piquante					
	Personnage de Brecht (Arturo)				Erbium			Fleuve russe					
					Entamées								
Chamois des Pyrénées						Roi de Jarry				Bramé			

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

10 morts et 504 blessés en 48 heures

Dix (10) personnes sont décédées et 504 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus ces dernières 48 heures à travers le pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bejaia, avec 2 morts et 10 autres blessés, suite au renversement d'un bus de transports de voyageurs, suivi d'une chute dans un ravin, dans la commune de Tizi N'barbar, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 4 incendies urbains, industriels et divers, au niveau des wilayas de Sétif, Ouargla, Batna et Ain Guezzam. L'incendie le plus important a été enregistré dans une usine de fabrication de freins de véhicule, sise à Sétif, sans enregistrer de victimes, poursuit le bilan.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 14 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



LUTTE ANTITERRORISTE

Indentification des deux (02) terroristes éliminés à Tipaza

Les deux (02) terroristes éliminés, lors de l'opération de recherche et de ratissage effectuée par des détachements de l'Armée nationale populaire, le 8 septembre dernier, dans le Secteur militaire de Tipaza, ont été identifiés, indique, samedi dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN). "Suite à l'opération de recherche et de ratissage effectuée par des détachements de l'Armée nationale populaire, le 08 septembre 2025, au niveau de la commune de Beni Milleuk relevant de la daïra de Damous, dans le Secteur militaire de Tipaza en 1ère Région militaire, et qui s'était soldée par l'élimination de deux (02) terroristes et la récupération d'un fusil (01) mitrailleur de type (FMPK), un pistolet (01) mitrailleur de type Kalachnikov, une (01) paire de jumelles et d'autres effets, l'opération d'identification a permis de déterminer l'identité des deux (02) terroristes abattus", précise la même source. "Il s'agit en l'occurrence des terroristes «Alioui Faysal», alias «Abou Mohcen», qui avait rallié les groupes terroristes en 2019 et de «Djellidi Rachid», alias «Khaled», qui avait rallié les groupes terroristes en 2005. Les deux terroristes faisaient partie des résidus d'un groupe terroriste activant au centre du pays", ajoute le communiqué.

BOUMERDES

Saisie de plus de 12.500 comprimés psychotropes destinés à la revente

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Boumerdes ont saisi plus de 12.500 comprimés psychotropes destinés à la revente, a-t-on appris samedi auprès de ce corps sécuritaire. Selon un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, l'opération a permis le démantèlement d'un réseau criminel composé de deux individus, âgés entre 30 et 40 ans, en possession de cette quantité de substances psychotropes. L'opération a été réalisée suite à des informations faisant état d'une tentative de mise en circulation d'une importante quantité de psychotropes à travers la wilaya, a précisé la même source. Les investigations ont abouti à l'arrestation des deux mis en cause en possession de plus de 12.500 comprimés psychotropes. Les deux suspects seront présentés devant les instances judiciaires compétentes, ajoute le communiqué.

EDUCATION

Ouverture des inscriptions au préscolaire et en première année primaire à partir du 28 septembre

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, samedi, que les inscriptions aux classes préscolaires et celles exceptionnelles en première année primaire, au titre de l'année 2025-2026, débiteront dimanche 28 septembre et se poursuivront jusqu'au samedi 11 octobre 2025, a indiqué un communiqué du ministère. Cette opération s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours pour la rentrée scolaire 2025-2026 et en application des dispositions des articles 38 et 48 de la loi portant orientation sur l'éducation nationale, précise le communiqué, ajoutant que les inscriptions "se font exclusivement via l'Espace parents sur le système d'information du secteur de l'éducation nationale, à l'adresse: <https://awlyaa.edu.dz>, et ce conformément aux modalités ci-après". Pour les classes préscolaires, "les inscriptions concernent les enfants nés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020. Toutes les demandes sont acceptées sans exception, dans le cadre

de la généralisation de l'éducation préscolaire. Les parents peuvent choisir entre une (1) à cinq (5) écoles primaires disposant de classes préscolaires, ou un seul (1) établissement pour ceux qui souhaitent inscrire leurs enfants dans une école privée". En ce qui concerne les inscriptions exceptionnelles en première année primaire, "elles concernent les enfants nés entre le 1er janvier et le 31 mars 2020. Les parents, lors de la demande d'inscription de leurs enfants en préscolaire, peuvent exprimer leur souhait d'une inscription exceptionnelle en première année primaire, avec le choix d'une seule (1) école primaire, publique ou privée, disposant de places pédagogiques". Le système d'information "traite ces demandes automatiquement selon les normes fixées", indique le communiqué du ministère, soulignant que "si aucune place pédagogique n'est disponible, l'enfant est inscrit systématiquement en classe préscolaire dans l'une des écoles

choisies par son parent". "Les résultats du traitement automatique des demandes d'inscription (préscolaire et inscription exceptionnelle) seront annoncés le mardi 14 octobre 2025 via le compte personnel du parent dans l'Espace parents, et les listes seront affichées dans les écoles primaires concernées ainsi que dans les établissements d'éducation et d'enseignement privés. Les enfants dont les demandes d'inscription ont été acceptées rejoindront leurs écoles à partir du mercredi 15 octobre 2025, que ce soit en préscolaire ou en 1ère année primaire", ajoute la même source. "L'inscription de tout enfant concerné par l'inscription exceptionnelle en 1ère année primaire sera annulée s'il ne rejoint pas l'établissement scolaire dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de l'annonce des résultats", indique le ministère, soulignant que toute inscription "effectuée en dehors du système d'information du secteur est considérée comme nulle et sans effet".

AIN TEMOUCHENT

Session de formation au profit de plus de 150 associations locales

Une session de formation destinée aux acteurs de plus de 150 associations locales a été lancée, samedi, à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Brini Kouider d'Ain-Témouchent. Cette session de formation d'une journée est organisée sous la supervision de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), en coordination avec la wilaya d'Ain-Témouchent, sous le slogan: "Le renforcement des capacités des associations locales, levier du développement durable et de la citoyenneté active", a indiqué Sofiane Afane, membre de l'ONSC. Se-

lon le responsable, les travaux comportent trois ateliers : le premier est consacré au renforcement des capacités des associations en matière de gestion des initiatives et des projets, à travers l'adoption d'une méthodologie de gestion rationnelle permettant de concrétiser les idées créatives, le deuxième traite de la "sensibilisation sociale et de la citoyenneté numérique active", compte tenu du rôle important des associations dans l'utilisation responsable de l'espace numérique et dans la promotion des valeurs de dialogue et de tolérance. Le troisième atelier porte sur l'amé-

lioration des compétences des associations en matière de sensibilisation et de prévention contre les fléaux sociaux, en raison du rôle central de la société civile dans la lutte contre les phénomènes négatifs et la protection du tissu social, a ajouté M. Afane. De son côté, le wali d'Ain-Témouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a lors de l'ouverture de cette session de formation, mis en relief "le rôle central de la société civile et des associations dans le cadre des mécanismes de la démocratie participative, leur contribution à la réalisation du développement durable, ainsi que dans

les campagnes de sensibilisation directement liées à la société". Cette session est encadrée par des membres de l'Observatoire national de la société civile et des enseignants universitaires, indique-t-on. A cette occasion, la plateforme numérique de cette instance a également été présentée. L'initiative permet aux associations locales de bénéficier de formations à distance, de communiquer avec l'Observatoire national de la société civile et d'organiser des activités de sensibilisation et de prévention en lien direct avec la vie sociale, a-t-on précisé.

GNL

Les exportations subsahariennes devraient croître de 174,5% d'ici 2034

La hausse des exportations du gaz naturel liquéfié produit au Sud du Sahara durant la prochaine décennie sera non seulement tirée par des producteurs historiques comme le Nigeria, mais aussi par de nouveaux entrants sur le marché comme le Sénégal et la Mauritanie. Les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) des pays d'Afrique subsaharienne devraient passer de 35,7 milliards mètres cubes (m³) en 2024 à 98 milliards en

2034, une hausse de 174,5% grâce notamment à la hausse prévue de la production au Nigeria et au Mozambique et à l'entrée sur le marché de nouveaux pays comme la Mauritanie et le Sénégal, selon un rapport publié le vendredi 29 août 2025 par Fitch Solutions. Intitulé « Sub-Saharan Africa (SSA) LNG Growth Momentum To Persist », le rapport précise que les exportations nettes de la région devraient atteindre 38,1 milliards m³ en 2025 (+6,7% par rapport à

2024), puis 47,9 milliards en 2026 (+25,6 % en glissement annuel). Elles culmineront ensuite à 101,4 milliards m³ en 2031, avant de se stabiliser au-dessus de 98 milliards à l'horizon 2034. La production totale de GNL en Afrique subsaharienne devrait augmenter de 172,2 % entre 2024 et 2034. Le Nigeria restera le premier exportateur de la région à moyen terme, tandis que le Mozambique devrait stimuler fortement la croissance des exportations dès 2030,

grâce à l'amélioration de la sécurité, à la reprise des financements étrangers et à la relance des projets terrestres. Les exportations de GNL du Nigeria devraient atteindre 26,5 milliards m³ en 2026 (+32,5 % en glissement annuel), grâce à l'entrée en production du projet du train de liquéfaction N°7 du terminal Nigeria LNG Limited (NLNG). Ce projet, dont le taux d'achèvement a atteint 80% en juin 2025, devrait augmenter la capacité de production de NLNG de 35 %.